

# LE DEVOIR

Vol. XC - N° 206

MONTREAL

LE LUNDI 13 SEPTEMBRE 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

## Du roquefort dans le hamburger

Les agriculteurs français sont partis en guerre contre la «mal-bouffe» au nom de la diversité alimentaire. Miam miam!

Le menu des restaurants McDonald's pourrait bientôt s'enrichir d'une nouvelle spécialité. Entre les McCroquettes et le traditionnel Big Mac, on pourrait bientôt voir apparaître des hamburgers au magret de canard et des cheeseburgers au roquefort. Qui s'en plaindrait?

Certainement pas les agriculteurs français, qui mènent ces jours-ci la vie dure à la multinationale américaine symbole de la «mal-bouffe». À Agen, une petite ville située entre Toulouse et Bordeaux (on se lèche déjà les babines!), une cinquantaine d'agriculteurs du Lot-et-Garonne ont poussé la plaisanterie jusqu'à investir un des McDonald's de la ville pour y offrir ces nouvelles spécialités au goût du terroir.

Tout a commencé lorsque le militant José Bové, surnommé le Robin des Causses, a pris la tête d'un groupe d'agriculteurs et saccagé le McDonald's en construction à Millau. Situé au cœur du Larzac, une région aride connue pour son militantisme, Millau est à deux pas des caves de

Roquefort-sur-Soulzon, où l'on produit le précieux fromage de brebis.

McDonald's a eu beau clamer que sa viande est achetée dans l'Aubrac et que ses bœufs mangent de la farine française, rien n'y fit. Expert en coups médiatiques, José Bové a refusé pendant quelques jours de verser la caution de 25 000 \$ qui lui aurait permis de retrouver ses brebis (des agriculteurs américains avaient offert de la payer). Ses compagnons de lutte ont même investi le festival de cinéma américain qui se tient chaque année à Deauville. Militant libertaire,



Christian Rioux

fondateur de la Confédération paysanne, Bové avait mené quelques mois plus tôt une opération de commando contre un centre de recherche de l'Ariège qui fait des expériences sur le maïs transgénique.

Les agriculteurs français protestent contre les droits de douane de 100 % imposés par les États-Unis sur quelques fleurons de l'industrie gastronomique française: foie gras, fromages, truffes, chocolat, café, etc. En juillet, l'Organisation mondiale du commerce a fixé à 116,8 millions \$ US l'amende à payer à cause du refus de l'Union européenne d'importer du bœuf aux hormones américain.

L'Europe a non seulement interdit l'importation de viande aux hormones, elle a imposé un moratoire sur l'utilisation des semences transgéniques produites aux États-Unis depuis au moins 1992. Au-delà de la guerre agricole que se mènent depuis toujours l'Europe et l'Amérique, les paysans français viennent de toucher un point sensible.

Les scandales de la vache folle, des cannettes de Coke contaminées et du poulet à la dioxine ont créé une véritable psychose. La panique n'est pas qu'euro-péenne puisque le gouvernement japonais vient d'imposer l'étiquetage obligatoire des produits qui contiennent des OGM. «L'Europe semble en proie à une sorte de folie collective et nous ne voulons pas qu'elle la transmette au reste du monde», a déclaré le responsable de la Commission de l'agriculture du Sénat américain.

En France, la lutte contre les OGM se conjugue aujourd'hui avec celle menée contre la «mal-bouffe» (on dit aussi «sale bouffe»). Il faut entendre sur toutes les télévisions les experts expliquer que l'alimentation n'est pour l'Américain moyen qu'une façon d'emmagasiner des protéines, alors qu'en France, c'est... un mode de vie. Et toute la France de râler en cœur contre le poulet sans goût et la baguette industrielle.

Le culte que vouent les Français aux productions artisanales ne les empêche pourtant pas d'être parmi les plus grands consommateurs au monde de produits surgelés. Et il n'est pas sûr que les jeunes générations de Français ne fréquentent pas aussi souvent le McDo que les jeunes Québécois. La France est d'ailleurs loin d'être une oie blanche dans le domaine de la concentration puisqu'elle vient de créer un nouveau géant de la distribution alimentaire par la mégafusion de Carrefour et Promodès.

Quelques industriels entendent d'ailleurs surfer sur la nouvelle mode. Le numéro un français de l'alimentation animale (Glon-Sanders) et le leader européen de la volaille (Bourgoin) offriront dès octobre des œufs garantis «sans OGM». Ebranlé par le scandale des poulets, le producteur de volailles Duc a interdit à ses fournisseurs d'utiliser des semences génétiquement modifiées et même de les cultiver à une certaine distance des centres de pollution. Les agriculteurs de Millau n'avaient jamais espéré un tel écho. En s'attaquant au maïs transgénique et au bœuf aux hormones, les traditionnelles manifestations des paysans français ont soudain pris une coloration qui dépasse les intérêts corporatistes auxquels le consommateur s'était habitué.

Faut-il étendre l'exception culturelle à l'exception agricole? Dès lors qu'il est question de roquefort et de magret, où s'arrête l'agriculture et où commence la culture? Toute l'Europe a rigolé en voyant le pauvre clown McDonald rouler dans les pommes. À l'aube du round du millénaire, les négociations de l'Organisation mondiale du commerce qui débutent bientôt à Seattle, le cocktail pourrait être explosif.

crioux@csi.co

MÉTÉO

Montréal Ennuagement graduel. Chaud. Max: 27 Min: 14  
 Québec Ciel variable. Max: 23 Min: 8

Détails, page B 4

INDEX

Annonces ..... B 3    Les sports ..... B 5  
 Avis publics ..... B 5    Mots croisés ..... B 3  
 Culture ..... B 8    Planète ..... B 2  
 Entrevue ..... B 1    Politique ..... A 4  
 Editorial ..... A 6    Télévision ..... B 7  
 Le monde ..... A 5    Religion ..... B 6

www.ledevoir.com



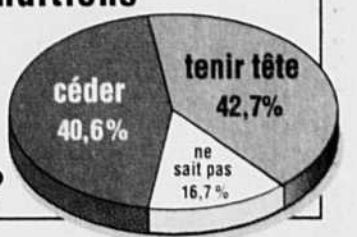
N'attendez pas le Jugement dernier. Il a lieu tous les jours. (Albert Camus)

## ENQUÊTE SONDAGEM — CKAC — LE DEVOIR

Lucien Bouchard réussira-t-il à réunir les conditions gagnantes pour tenir un référendum?

Oui ..... 22,5%    Peut-être .. 14,9%  
 Non ..... 53,7%    Ne sait pas . 8,9%

Pour réunir les conditions gagnantes, Lucien Bouchard devrait-il tenir tête aux syndicats ou céder?



# La souveraineté, pas pour demain

- Les Québécois la jugent pour l'instant irréalisable
- Même les souverainistes sont en proie au scepticisme

PIERRE O'NEILL  
 LE DEVOIR

La souveraineté apparaît pour l'instant irréalisable à la plupart des Québécois. Même ceux qui la souhaitent et la prèchent, les souverainistes, sont en proie au défaitisme.

D'une enquête d'opinion publique réalisée par la maison Sondagem pour Le Devoir et CKAC, il ressort que la majorité des Québécois (59 %) croient que le premier ministre Lucien

Bouchard ne réussira pas à réunir les conditions gagnantes devant lui permettre de tenir un référendum. 24,7 % sont convaincus qu'il y parviendra tandis que 16,3 % pensent qu'ils vivront «peut-être» un jour ce tournant de l'histoire du pays.

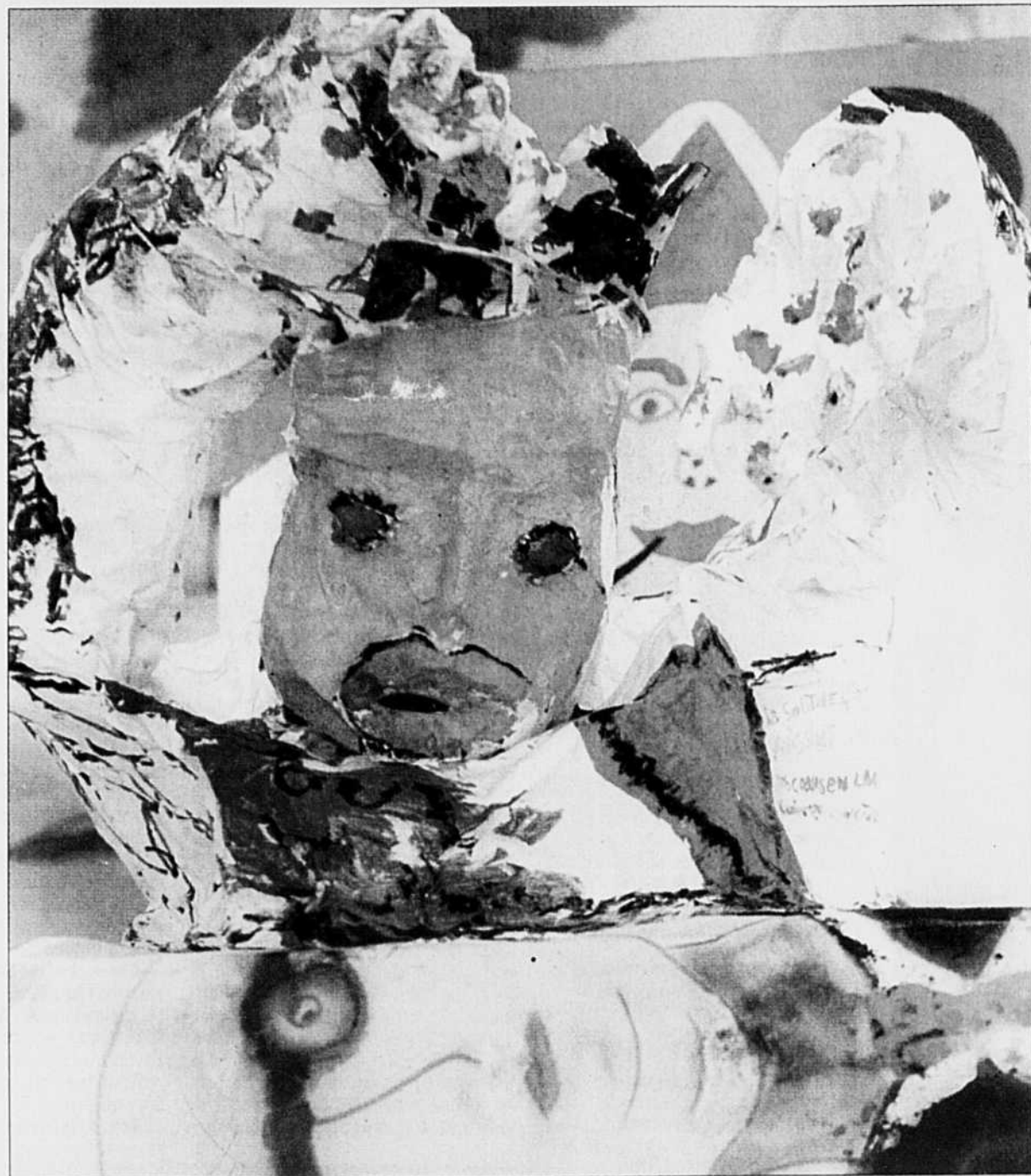
Effectué du 27 août au 8 septembre auprès de 1014 personnes, ce sondage révèle que bon nombre de souverainistes doutent que leur idéal finira par se concrétiser: 26,7 % d'entre eux ont l'impression que M. Bouchard ne parviendra jamais à tenir un référendum gagnant. En

contrepartie, 18,5 % des fédéralistes sont fatalistes et estiment qu'il a de bonnes chances d'y parvenir.

Cette tendance générale à l'incrédulité se confirme parmi quelques-unes des autres opinions recueillies. «Souhaitez-vous que M. Bouchard tienne un référendum sur la souveraineté?» Plus des deux tiers (68,2 %) ont répondu non à cette question. Il est encore plus étonnant de constater que

VOIR PAGE A 8: SOUVERAINETÉ

## Les visages de la souffrance



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

JULIE, créatrice de cette sculpture, est l'une des nombreuses artistes des ateliers d'art-thérapie des Impatients, qui exposaient leurs œuvres jusqu'à hier à la Chapelle du Bon-Pasteur, rue Sherbrooke. Leur production sera mise aux enchères demain soir. Nos informations en page A 3.

## Mamie espionne

La presse londonienne la présente comme la plus grande espionne britannique jamais recrutée par Moscou. Après avoir livré pendant plus de 40 ans des secrets nucléaires à l'URSS, Melita Norwood, dont le nom de code était Hola, a indiqué qu'elle n'avait aucun remords. À 87 ans, la vieille dame, connue par ses voisins pour ses bonnes confitures, espionnait par amour du communisme. Elle se dit même «prête à recommencer»...

FRANÇOIS SERGENT  
 LIBERATION

Londres — Comme la relique d'un lointain passé, une vieille Anglaise, frêle et tremblante, a reconnu samedi avoir espionné pendant des années pour le KGB. Ni Mata Hari ni James Bond Girl, Melita Norwood, 87 ans, assiégée depuis 24 heures par toute la presse du pays, a lu samedi, dans son jardin du sud de Londres, une courte déclaration justifiant ses activités d'espionnage. «afin d'empêcher la défaite d'un système nouveau qui a payé cher pour donner éducation, nourriture et un service de santé à tout le monde».

Communiste de toujours, Melita Norwood, nom de code Hola, était l'espionne la plus respectée du KGB, selon un transfuge des services secrets soviétiques qui publie cette semaine ses mémoires. Vasili Mitrokhin, archivist du KGB, passé en Grande-Bretagne en 1992, a col-



VOIR PAGE A 8: ESPIONNE

## Jakarta cède à la pression internationale

Le Conseil de sécurité doit rapidement donner son feu vert à l'envoi de troupes au Timor oriental

D'APRÈS REUTERS, AFP

L'Indonésie a finalement cédé hier à la pression internationale en acceptant l'envoi d'une force des Nations unies pour rétablir l'ordre au Timor oriental et tout indique que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait donner rapidement son feu vert au déploiement d'une force de maintien de la paix multinationale.

Bien que saluée par les pays occidentaux, cette décision n'est assortie d'aucun calendrier pour le déploiement des troupes internationales. Les quinze membres du Conseil devraient se réunir ce matin à New York où le chef de la diplomatie indonésienne Ali Alatas était attendu pour des entretiens à l'ONU, ont indiqué des diplomates. Le Conseil doit commencer à discuter du projet de résolution nécessaire pour que la force multinationale puisse se déployer le plus rapidement possible.

Les responsables américains ont averti hier que le rôle des États-Unis dans une force internationale au Timor oriental serait limité et ne comprendrait pas l'envoi de troupes. Les États-Unis envisagent de mettre en place un pont aérien pour transporter les Casques bleus au Timor et de fournir des moyens de communication et de transport, a rapporté le conseiller pour la Sécurité nationale du président américain Bill Clinton, Sandy Berger. M. Clinton et son conseiller sont en Nouvelle-Zélande pour le dernier jour du sommet du Forum de coopération économique Asie Pacifique (APEC).

M. Clinton a indiqué à Auckland que les États-Unis avaient été sollicités par l'Australie pour fournir une aide logistique en mettant en place un pont aérien pour transporter les éléments de la force internationale au Timor oriental, et apporter leur contribution dans le domaine des transports terrestres, les communications et le renseignement. Il n'a pas exclu une représentation américaine



REUTERS

VOIR PAGE A 8: JAKARTA

## Le scrutin fédéral d'abord, le référendum ensuite

MANON CORNELIER  
 ENVOYÉE SPÉCIALE DU DEVOIR

Trois-Rivières — Le Bloc québécois veut rester à Ottawa jusqu'à la réalisation de la souveraineté. Le chef Gilles Duceppe envisage d'ailleurs ouvertement l'hypothèse que le référendum n'ait lieu qu'après le prochain scrutin fédéral. Mais les initiatives prises pour se doter de structures durables et revigorer la réflexion souverainiste, en particulier sur l'identité québécoise, ont créé des remous lors du conseil général du parti qui se tenait en fin de semaine à Trois-Rivières.

Le chef Gilles Duceppe a d'abord dû expliquer la volonté de durer du Bloc, qui disait à l'origine vouloir être éphémère ou, comme le disait l'ancien chef Lucien Bouchard, ne pas être une police d'assurance ou comme un substitut à la souveraineté pour les Québécois: «Le Bloc est une poli-

VOIR PAGE A 8: BLOC

Lire aussi en page A 6

■ L'éditorial de Michel Venne

# LES ACTUALITÉS

Reconstitution de la bataille des Plaines

## Les descendants de Wolfe et de Montcalm font la paix

REUTERS

Québec — Des ennemis de l'histoire, James Wolfe et le Marquis de Montcalm, deux généraux qui ont combattu lors de la «Bataille de Québec» menant à la Conquête du Canada par la Grande-Bretagne, se sont retrouvés sur les Plaines d'Abraham hier en de biens meilleurs termes.

Le Baron Georges Savarin de Marestan et Andrew Wolfe Burroughs, les deux descendants des fameux commandants militaires morts suite au combat en 1759 sur les Plaines d'Abraham à Québec, ont fait la paix sur ce même lieu. Ils ont célébré dans leurs respectifs costumes bleu et rouge le 240<sup>e</sup> anniversaire de la Conquête du Canada des mains de la France.

La bataille des Plaines d'Abraham a refaçonné l'histoire du Canada, entraînant indirectement la création des États-Unis. Sous un soleil radieux, des centaines de résidents de la ville de Québec se sont faits «soldats d'un jour» hier et ont visité le parc historique avec les descendants de Wolfe et Montcalm, reconstituant les manœuvres militaires sur les Champs de

batailles. Plus tard en soirée, plusieurs invités européens ont été invités à un dîner à la Citadelle de Québec, résidence des premiers gouverneurs de la Nouvelle-France.

Pour Andrew Wolfe Burroughs, un francophile descendant de James Wolfe (1727-1759) depuis sept générations, la rencontre d'hier représente une extraordinaire et émouvante expérience avec une résonance toute contemporaine.

«C'est uniquement récemment avec une perspective adulte que j'ai réalisé les conséquences de la Conquête du Canada», a souligné Andrew Wolfe Burroughs, journaliste à la prestigieuse télévision de la British Broadcasting Corporation (BBC) à Londres.

«Maintenant, je ressens le fait qu'il est possible de voir dans le monde contemporain des enjeux de l'histoire qui sont toujours vivants», a-t-il dit en entrevue avec Reuters.

Son bon ami, le Baron Savarin de Marestan, un médiateur international mais aussi un fin connaisseur de vins et une champion équestre, prend aussi à cœur son lien personnel avec l'Histoire.

Nouveau thème pré-électoral

## Jean Charest s'affiche comme le champion de la compassion

Les analystes politiques reprochaient jadis à Daniel Johnson le vide de ses discours. Aujourd'hui, ils trouvent que Jean Charest diffuse trop souvent la même cassette, celle de l'indéfendable gestion du gouvernement Bouchard. À l'occasion, il accepte de s'égarer sur le terrain de la constitution, ce qui est toujours davantage apprécié par la presse que par les libéraux de Jean Chrétien. Depuis quelques jours, il exploite un nouveau filon, celui du paupérisme.

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

D'ici aux prochaines élections, Jean Charest exploitera les thèmes de la création d'emplois, du chômage, du fédéralisme flexible, de la santé, de l'éducation et de la justice sociale. Mais il s'affichera surtout comme le champion de la compassion.

«La compassion, chers amis, ce sera le mot d'ordre, le cheval de bataille du Parti libéral du Québec», a-t-il confié hier au quelque 600 partisans libéraux réunis à l'occasion du brunch-bénéfice des circonscriptions de l'est de Montréal.

Avant cette étonnante admission sur ses stratégies d'essais, le chef du PLQ avait aromatisé son discours des plus vives expressions d'apitoiement. Revenant à la charge sur le dossier d'Emploi-Québec, il a d'abord accusé le gouvernement d'avoir délibérément «exploité les rêves et les espoirs des plus démunis» de notre société.

Pendant de longs moments, il a poursuivi sur le même ton: «à la veille des élections, le gouvernement a suscité les espoirs des femmes chefs de familles monoparentales, des pères de famille qui cherchaient l'occasion de finir leur formation et d'intégrer le marché du travail. Au lendemain des élections, il a largué ces gens-là et les a jetés par-dessus bord. Il avait atteint son but.»

Le plan d'action des libéraux ne cache pas de mystère. Au cours des prochaines semaines, soit d'ici à la reprise de la session parlementaire du 19 octobre, des députés parcourront les régions, ils discuteront avec les dirigeants des groupes communau-

taires et toutes les «victimes d'injustices». Une tournée au cours de laquelle ils donneront la parole aux sans-voix.

Invitation à se révolter

Pour attiser d'un cran de plus le sentiment d'indignation de son auditoire, M. Charest a soutenu que le gouvernement du Parti québécois a réduit les subventions à des organismes de charité comme l'Armée du salut et des organismes communautaires comme les banques alimentaires. «Ceux qui font un travail de première ligne pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables, pour aider les gens vivant de l'aide sociale à s'intégrer au marché du travail.»

Pour mettre fin à cette injustice sociale, pour forcer le gouvernement Bouchard à reculer, M. Charest invite les gens à se révolter, «à parler, à se lever et à dire tout haut les injustices dont ils sont victimes».

Et il a promis que le jour où le PLQ reprendrait le pouvoir, il ferait preuve de compassion, «la compassion que notre société doit avoir pour les citoyens les plus vulnérables, pour les plus âgés, pour ceux qui ont faim, ceux qui ont droit à l'éducation et ceux qui ont droit à la justice sociale».

Les militants libéraux n'ont pas semblé outre mesure contrariés par le ton démagogique des propos de leur chef. Au contraire, ils étaient ravis et ils ont bruyamment exprimé leur satisfaction. Attirer 600 personnes par un dimanche matin ensoleillé est un succès indiscutable, un ralliement auquel ont participé une douzaine de députés provinciaux mais un seul député des libéraux de Jean Chrétien.

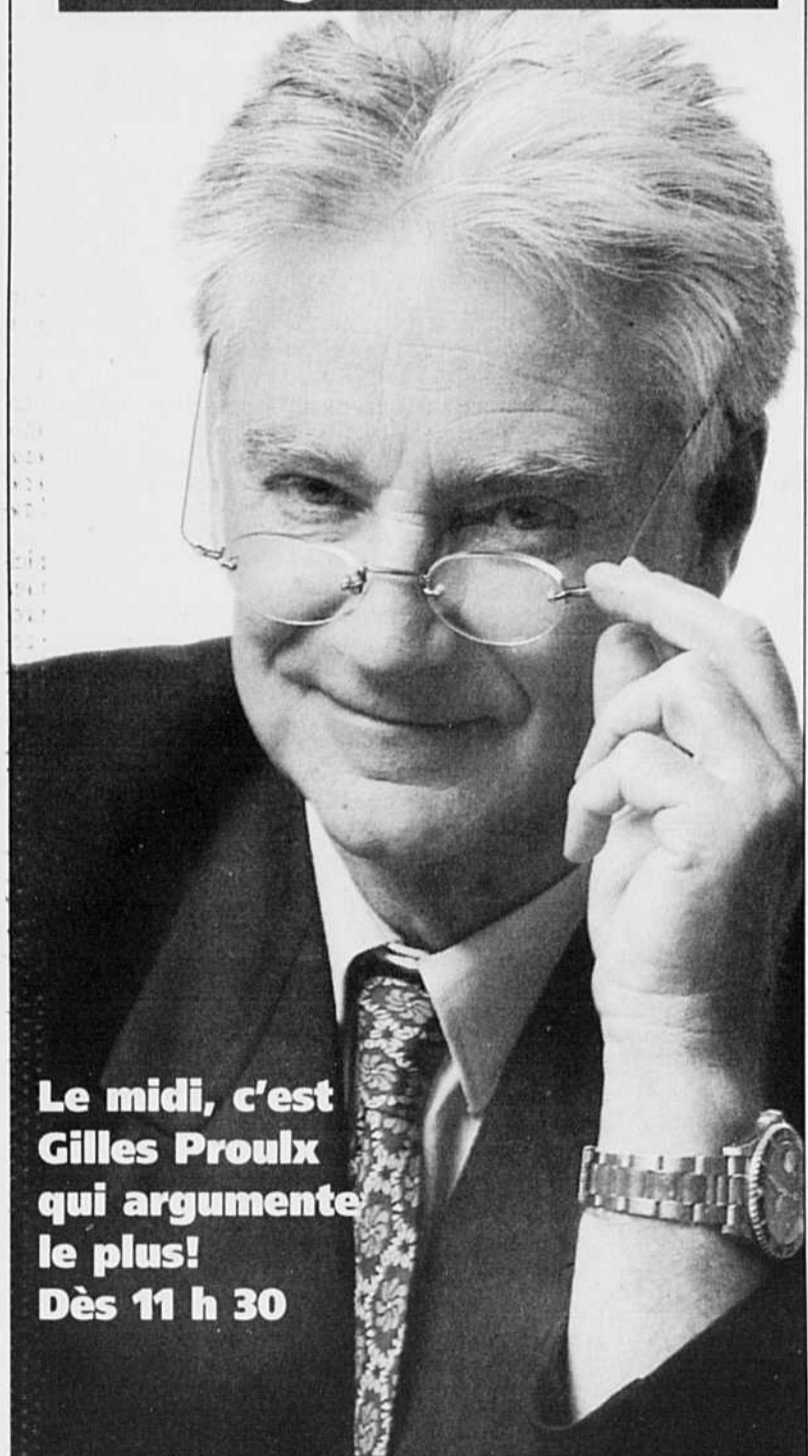


Le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, a été accueilli avec enthousiasme, hier, par les militants de son parti réunis à l'occasion du brunch-bénéfice des circonscriptions de l'est de Montréal.

En conférence de presse, le chef du PLQ a été invité à commenter le départ des conseillers politiques Jean-François Lisée, André Bellerose et Bernard Lauzon de l'entourage de Lucien Bouchard. Il lui paraît prématuré d'en conclure que le premier ministre a décidé de ne pas tenir de référendum au cours du présent

mandat. À son avis, d'aussi importants changements à un niveau aussi élevé de l'exercice du pouvoir sont annoncés par des mutations encore plus importantes. Que voulait-il laisser entendre par là? M. Charest a refusé de dévoiler le fond de sa pensée, laissant aux journalistes le soin de décoder ses paroles.

## L'information et l'argumentation!



Le midi, c'est Gilles Proulx qui argumente le plus! Dès 11 h 30

# CKAC 730

RADIO MÉDIA

La radio de l'information

www.ckac.com

### PAVILLON DES ARTS DE STE-ADÈLE

Automne 1999 / Hiver 2000

1364, CHEMIN PIERRE-PELADÉ

STE-ADÈLE (QUÉBEC)

J8B 1Z4

TOUS LES CONCERTS SONT LE SAMEDI À 20H.

11 SEPTEMBRE 1999

ORCHESTRE BAROQUE DE MONTRÉAL

25 SEPTEMBRE 1999

ESFIR DYACHKOV, PIANO ET MARK SIMON, CLARINETTE

9 OCTOBRE 1999

ATELIER LYRIQUE DE L'OPÉRA DE MONTRÉAL

23 OCTOBRE 1999

LOUIS-PHILIPPE PELLETIER, PIANO

13 NOVEMBRE 1999

CONCERT 10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

27 NOVEMBRE 1999

MARIO SIMARD, TÉNOR ET SES INVITÉS

11 DÉCEMBRE 1999

SHELLEY KATZ, PIANO

15 JANVIER 2000

NATALIE CHOQUETTE

29 JANVIER 2000

CHRISTINA MIHALACHI-MONDRIU

12 FÉVRIER 2000

ALAIN LEFÈVRE, PIANO

26 FÉVRIER 2000

ATELIER LYRIQUE DE L'OPÉRA DE MONTRÉAL

11 MARS 2000

MARIE FABI, PIANO ET ANNIE GABRIEL, VIOLONCELLE

25 MARS 2000

TRIO FRANÇOIS BOURASSA, JAZZ

8 AVRIL 2000

JUTTA PUGHAMMER, SIBYLLOT, ALTO ET LISE DESJARDINS, PIANO

29 AVRIL 2000

ANDRÉ LAPLANTE, PIANO

13 MAI 2000

LE TRIO ANIMA, VIOLON, VIOLONCELLE ET PIANO

27 MAI 2000

VANESSA HUSARUK, VIOLON

ABONNEMENT (17 CONCERTS) : 300 \$  
BILLET : 25 \$ (INCLUS VIN ET FROMAGE)  
RÉSERVATION : (450) 229-2586

## Un Discours du trône pourrait rafraîchir l'orientation du gouvernement Chrétien

JIM BROWN  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — À mi-chemin du second mandat du gouvernement de Jean Chrétien, les stratèges libéraux songent à présenter un Discours du trône au lendemain de l'Action de grâce, c'est-à-dire le 12 octobre, afin de rafraîchir le menu législatif.

Avec le déficit jugulé et un surplus budgétaire pour la première fois en trois décennies, Jean Chrétien fait l'objet de pressions pour l'amener à délier les cordons de la bourse fédérale et s'assurer une place dans les manuels d'histoire canadienne.

«Nous sommes maintenant en mesure, financièrement, d'accorder plus d'attention aux questions qui nous tiennent le plus à cœur», a déclaré un adjoint au cabinet.

L'événement imminent de l'an 2000, passage lourd de symboles, accentue le sentiment, chez les libéraux, qu'il est temps d'adopter une nouvelle vision politique.

Comme le ministre de la Santé Allan Rock l'avait exprimé à l'ajournement des Communes pour la pause estivale, en juin dernier, le Discours du trône du nouveau millénaire doit inclure «non seulement la plomberie, mais aussi la poésie».

Les stratèges gouvernementaux, à la recherche d'un thème, semblent avoir opté pour celui de la «qualité de vie», qui tend à évoquer un engage-

ment envers la justice sociale. Leur problème est de mettre de la chair autour de l'os — de traduire cela en politiques concrètes.

Caucus libéral tirailé

Plusieurs députés tendant vers la gauche voudraient faire des enfants le dossier national prioritaire. Selon celui ou celle qui parle, cela se traduirait par des exemptions fiscales pour les familles et les mères au foyer, des garderies universelles financées par le gouvernement ou encore, des programmes de repas scolaires.

Le coût de telles initiatives pourrait atteindre un milliard de dollars, pour un an, mais aussi jusqu'à 15 milliards pour des programmes étalés sur plusieurs années.

«Nous voulons laisser un héritage», a déclaré Caroline Bennett, médecin de formation et députée de l'Ontario, et les enfants sont le capital humain de l'avenir, a-t-elle ajouté.

D'autres libéraux pensent différemment.

Roger Galloway craint que la priori-

té nationale au dossier de l'enfance n'entraîne de lourdes dépenses, une réingénierie sociale et l'ingérence du gouvernement. «C'est comme si le fait d'avoir des enfants n'était pas naturel, et que l'État allait maintenant vous dire comment élever vos enfants.»

Comme d'autres libéraux plus au centre, il croit que la meilleure chose à faire avec le surplus du gouvernement est de le redonner aux citoyens en réduisant les impôts, et ce pour l'ensemble des Canadiens, pas seulement les plus pauvres et la classe moyenne.

Jusqu'à présent, M. Chrétien s'est montré réticent à donner plus de précisions, mais il a rappelé le livre rouge des promesses électorales libérales de 1997, qui prévoyait une combinaison de dépenses à caractère social et de baisses d'impôts.

On n'en aura pas le cœur net avant le prochain budget du ministre des Finances, Paul Martin, en février. Mais le Discours du trône devrait donner une idée de la direction générale que prendra le gouvernement.

EN BREF

### Canadiens enlevés en Équateur

(PC) — Une douzaine de travailleurs pétroliers et de touristes, dont huit Canadiens, ont été enlevés samedi matin par une bande armée dans la jungle de l'est de l'Équateur, près de la frontière colombienne, ont indiqué hier les autorités militaires. Les sept travailleurs canadiens kidnappés sont à l'emploi de United Pipeline Systems, filiale de l'Alberta Energy Company, qui s'occupe des oléoducs de la pétrolière Pacalta Resources, de Calgary. Il s'agit de Harry Mayer, Steven Bren, Neil Barber, Collin Fraser, Raft Pumber, Gran Ranking et Brad Scheler, tous de la région d'Edmonton. Le huitième otage

canadien est une femme qui voyageait avec trois touristes espagnols, eux aussi enlevés. Selon la police équatorienne, il s'agit de Mme Sabina Rodain; son lieu d'origine n'était pas connu hier soir. Aucune demande de rançon n'avait encore été reçue hier soir, ont indiqué les autorités équatoriennes et canadiennes.

### Surplus budgétaires sauf en Ontario et en C.-B.

(PC) — La plupart des provinces, sauf l'Ontario et la Colombie-Britannique, afficheront au cours des prochaines années des surplus budg-

étaires presque aussi importants que ceux d'Ottawa, selon une étude de la Banque Royale. Dans un rapport qu'elle déposera aujourd'hui, la Banque Royale affirme que les provinces et Ottawa profiteront de surplus grandissants au cours des cinq à sept prochaines années. Seules l'Ontario et la Colombie-Britannique, qui n'ont toujours pas équilibré leur budget, accuseront un certain retard sur les autres provinces. «La plupart des provinces inscriront des surplus un peu moins importants que ceux du gouvernement fédéral», affirme l'étude de la Royale. L'étude note que l'Ontario a choisi de diminuer ses impôts avant d'équilibrer son budget, alors que la Colombie-Britannique a favorisé les stimulants fiscaux.

s e c t i o n

Publié le mercredi 22 septembre 1999

LE DEVOIR

Tombée publicitaire le vendredi 17 septembre 1999

Votre rendez-vous mensuel...

• LES ACTUALITÉS •

Mise sur pied d'une superstructure pour la grande région de Montréal

# Québec est soupçonné de vouloir tout contrôler

## Les maires des Laurentides et de Lanaudière se mobilisent contre le projet Harel

Les élus de la deuxième couronne nord craignent la mainmise de Québec sur de grands pans de leurs compétences et ils sont prêts à combattre l'imminente réforme Harel.

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

La tutelle informelle de Montréal s'étendra à toute la région métropolitaine avec la superstructure que veut mettre en place la ministre des Affaires municipales et de la Métropole Louise Harel.

Loin de la décentralisation de pouvoirs prônée par le gouvernement du Québec, la réforme de la fiscalité et des structures promise prend pour l'instant l'allure d'une mainmise sur une bonne part de responsabilités détenues jusqu'à maintenant par les municipalités. C'est ce que croit Yvan Deschênes, maire de Rosemère et porte-parole de l'ensemble des élus municipaux des régions des Laurentides et de Lanaudière.

À la lecture d'une version préliminaire du livre blanc où les intentions ministérielles quant à la mise en place d'une nouvelle instance appelée Conseil métropolitain de Montréal (CMM) sont fort détaillées, M. Deschênes décède que Québec cherche à garder un œil et davantage sur les dossiers d'envergure régionale.

«Ce qui me fait peur, c'est cette intention de Québec de vouloir contrôler le Grand Montréal. La quasi-tutelle de Montréal deviendra celle de toute la région», estime-t-il.

Ainsi, le livre blanc établit que les membres du CMM élus au suffrage universel ne pourront représenter la population que durant deux mandats de quatre ans chacun. Du coup, Québec s'assure que les conseillers régionaux ne deviendront jamais des leaders forts et incontournables, ayant une véritable influence à long terme, juge M. Deschênes.

Ce dernier souligne également que la désignation du président du CMM, un choix fait parmi les élus régionaux, est volontairement compliquée pour que le gouvernement conserve la possibilité de trancher un éventuel différend selon ses vues. Et comme si cela ne suffisait pas, M. Deschênes constate que la composition du CMM fait en sorte que la majorité des voix soit concentrée sur l'île de Montréal.

### Mobilisation anti-Harel

Ces éléments qui mécontentent M. Deschênes et ses collègues des 85 municipalités de la deuxième couronne nord, s'ajoutent à leur colère déjà bien aigüe envers la ministre Harel et sa volonté de régler le dossier fiscal par un chambardement de structures. La semaine dernière, la ministre a présenté son projet de politique au conseil des ministres. Il est prévu qu'elle le rende public officiellement mercredi. C'est en préparation à cette sortie

que tous les élus de la deuxième couronne nord se sont réunis hier à Saint-Janvier pour réfléchir sur le dossier. Mais comme l'a souligné Yvan Deschênes en conférence de presse en fin d'après-midi, la consultation s'est transformée en mobilisation anti-Harel.

«Le livre blanc a été concocté en secret. C'est un document de technocrates qui ne pense pas aux citoyens. [...] On y a découvert des horreurs», a affirmé M. Deschênes.

Du coup, le groupe a adopté quatre résolutions dont la plus importante demeure le rejet unanime des dispositions du livre blanc même s'il n'est pas encore déposé mais plutôt connu sous une version d'il y a un mois. Cette position apparaît comme le tremplin pour exiger une fois de plus que le gouvernement du Québec respecte son engagement de 1997 de négocier un pacte fiscal avec l'Union des municipalités du Québec.

Les élus se sont aussi mis d'accord sur la tenue d'un référendum régional si la structure de Mme Harel devait voir le jour, à moins que leur territoire n'en soit soustrait. Troisièmement, les députés du secteur seront rencontrés pour être sensibilisés. Déjà certains d'entre eux, des péquistes, se sont dits en désaccord avec leur collègue des Affaires municipales, à savoir M. Deschênes.

Finalement, une «démonstration» du monde municipal est prévue lors de la venue de Louise Harel le 21 septembre à la Chambre de commerce de Thérèse-De-Blainville.



PASCALLE SIMARD LE DEVOIR

Les 85 maires des régions des Laurentides et de Lanaudière ont fourbi hier leurs armes pour combattre la réforme de la ministre Louise Harel devant être rendue publique mercredi. Hubert Meilleur de Mirabel, Yvan Deschênes de Rosemère et Pierre-Benoît Forget de Deux-Montagnes se disent prêts à «réunir les conditions gagnantes» pour tenir un référendum forçant Mme Harel à reculer.

### Art thérapeutique

## Les différents visages de la souffrance

Environ 90 œuvres des Impatients seront vendues aux enchères demain soir

CAROLINE MONTPÉTIT  
LE DEVOIR

À l'aide de papier mâché, Julie a modelé une tête et des mains qui semblent lui arracher les cheveux. Derrière, elle a écrit le texte suivant: «La solitude forge les contes en mensonges, y laissant une image toute vide, nos cœurs en larmes noyées comme les éponges. L'univers monstrueux, sans air, livide. L'innocence courtoise en débris à nos songes.»

Julie fait partie de la clientèle des groupes d'art-thérapie Les Impatients, animés par la Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut à Québec. Depuis février, Les Impatients tiennent des ateliers d'art, dans les locaux de la Chapelle du Bon-Pasteur, rue Sherbrooke. Cette clientèle, souvent envoyée par les psychologues et les psychiatres des urgences des hôpitaux du centre-ville de Montréal, y trouve un but, un sens à la vie. «C'est vital», dit la mère de Lucie, une cliente. Au fur et à mesure qu'ils fréquentent les ateliers, certains clients qui n'arrivaient au début qu'à baragouiner, se mettent à articuler des mots et des phrases, ils soignent leur apparence, raconte Édouard Lachapelle, l'adjoint à la directrice des Impatients, Lorraine Palardy. On y trouve autant de personnes sorties

La Fondation se donne aussi pour mission de démythifier la maladie mentale

des hôpitaux psychiatriques que d'autres aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou s'adonnant à la prostitution. On ne cherche pas à les guérir, mais on ouvre une porte pour qu'ils puissent sortir un peu de leur souffrance.

Et il suffit d'un rien, ajoute M. Lachapelle, un déséquilibre dans le dosage des médicaments, une absence plus ou moins prolongée, pour que l'on perde le terrain acquis, cet équilibre fragile. Les Impatients n'accueillent que des personnes souffrant ou ayant souffert de troubles psychiatriques.

Ces ateliers s'ajoutent à ceux tenus depuis plusieurs années à l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine, à Pointe-Aux-Trembles, et dans l'est de Montréal. La majorité de cette clientèle plus ancienne ne fréquente pas les locaux du centre-ville, parce que les usagers sont souvent terrifiés à la simple idée de prendre l'autobus, de sortir de leur petite routine, du cadre quotidien.

### Nouvelle clientèle

Et la nouvelle clientèle de la Fondation n'a pas cette longue histoire de séjours en hôpitaux psychiatriques, cette docilité absolue qui caractérisait les usagers des «foyers de transition» installés aux alentours de l'hôpital psy-

chiatric Louis-Hippolyte-Lafontaine. Elle a une histoire sociale plus complexe, est moins prévisible, moins stable. Les usagers sont conviés à un atelier de création artistique, un atelier d'art-thérapie proprement dit, avec un psychologue, et à un atelier de musicothérapie. Toutes ces démarches visent l'expression de soi. Un usager nommé Mario y a peint une lampe branchée dans la prise de courant, un autre nommé Michel y dessine des yeux brillants, interrogant, au beau milieu d'un visage tourmenté.

«Si c'est un grain de folie qui fait un artiste, on accueille ici des artistes costauds», souligne M. Lachapelle, qui s'émerveille souvent devant la beauté des œuvres. La Fondation se donne aussi pour mission de démythifier la maladie mentale.

On y accueille des cas légers et des cas lourds, certains n'ayant jamais prononcé une parole, d'autres ne sachant ni lire ni écrire.

L'œuvre qui est encadrée et qui fait partie de l'exposition de la chapelle du Bon-Pasteur fournit souvent à l'artiste les premiers compliments reçus dans toute sa vie. Les 89 œuvres, qui étaient présentées jusqu'à dimanche à la Chapelle du Bon-Pasteur, seront vendues aux enchères demain à 19 heures.

### Ville de Montréal

## Les élus accusés de trafiquer les avis des professionnels

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Le syndicat des professionnels de la Ville de Montréal accuse l'administration Bourque de s'ingérer politiquement dans le travail de ses membres, en court-circuitant à leur insu leur rapport ou en exigeant qu'ils en modifient l'orientation.

Une vingtaine de professionnels, dont des urbanistes, ont alerté leur syndicat au début de l'été devant des intrusions de plus en plus fréquentes des élus du comité exécutif. «La nature et l'intensité de ces interventions constituent une source d'inquiétude croissante. Dans certains cas, on exige que nous rédigeons des recommandations contraires à nos avis documentés», peut-on lire dans un compte rendu du bulletin d'information syndicale Profil du mois de septembre.

Une décision du comité exécutif vient justifier la crainte des fonctionnaires municipaux. Le 17 juin dernier, les élus ont adopté la résolution suivante: «Permettre aux membres du comité exécutif d'avoir accès aux dossiers décisionnels soit dès une première demande d'intervention soit lors de l'approbation du sommaire décisionnel.»

À la Ville de Montréal, on explique que cette décision est liée à l'évolution informatique. On rejette toute volonté de contrôler davantage le travail des professionnels. Il s'agirait en

fait de donner aux élus accès par ordinateur aux dossiers, de la même façon qu'auparavant alors qu'ils étaient sur papier.

Ainsi, l'administration Bourque aurait tout simplement décidé de pousser un cran plus loin son obsession d'éliminer les lourdeurs bureaucratiques et ainsi faciliter le processus décisionnel pour le développement de projets immobiliers ou autres. Mais pour le syndicat, l'administration s'est surtout dotée d'un outil d'intervention politique.

«Nous ne sommes pas des attachés politiques. Nous n'avons pas à signer des rapports de complaisance pour satisfaire à la demande des élus qui veulent aller de l'avant dans un projet», soutient le président du syndicat Michel Vézina dans le bulletin Profil.

Les professionnels estiment devoir sacrifier une part de l'intégrité pour trouver des justifications qui plaisent aux élus. C'est d'autant plus vrai, disent-ils, que le comité exécutif a demandé récemment d'enlever la justification «à la demande du comité exécutif», sorte de porte de sortie qu'empruntaient des professionnels coincés.

Quant à la possibilité de ne pas signer leur avis professionnel, les fonctionnaires soulignent que si la méthode préserve leur intégrité, elle «dévalorise nos fonctions et constitue un recul en ce qui a trait à notre rôle conseil auprès de l'administration».

L'hiver dernier, les services municipaux concernés se sont fait rabrouer deux fois plutôt qu'une dans le controversé dossier de changement de zonage le long de la voie ferrée du CP à la hauteur du plateau Mont-Royal. Le Comité exécutif a exigé de revoir l'avis des fonctionnaires, indiquant même à ces derniers la conclusion à laquelle ils devaient parvenir.

«En somme, les professionnels perdent le contrôle de ce qu'ils signent électroniquement, ce que nous jugeons inacceptable. [...] Seul le professionnel responsable devrait pouvoir procéder à des modifications ou encore y consentir officiellement», peut-on lire dans Profil. Le syndicat promet d'en faire un dossier prioritaire cet automne.

### EN BREF

#### Maltais inquiète

(PC) — La ministre de la Culture et des Communications, Agnès Maltais, rencontrera la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Monique Richard, dans les prochains jours, dans le but de lui demander de revenir sur la «malencontreuse décision de boycotter les sorties culturelles». «Si les enseignants croient qu'ils font mal au gouvernement en annulant les sorties culturelles de leurs groupes de classes, ils se trompent. Ce n'est pas au gouvernement qu'ils font mal, mais bien aux jeunes qu'ils empêchent d'avoir accès à un outil important d'épanouissement et d'avancement personnel», a indiqué la ministre dans un communiqué. Mme Maltais tient à «alerter personnellement la présidente de la CEQ sur les effets dévastateurs des moyens de pression utilisés par les enseignants dans le champ culturel».

#### Party rave troublé

(PC) — Un party rave, qui réunissait 10 000 jeunes, a mal tourné, hier, au Stade olympique de Montréal, forçant l'intervention policière pour ramener l'ordre. Plus de 150 jeunes ont été impliqués dans une échauffourée. Une personne a été blessée légèrement par un coup de couteau, et une arrestation a été effectuée pour voie de fait.

## LOGIQUES

Denis Monette  
Le Balzac de l'an 2000 !



Adèle et Amélie

roman  
ISBN 2-89381-490-5 - 592 pages

20,95 \$

Les Éditions LOGIQUES inc.

En vente partout  
Distribution exclusive: Québec-Livres

### loto-québec

6/49		résultats	
Tirage du	GAGNANTS	LOTS	
99-09-11	6/6	1	5 000 000,00 \$
	5/6+	7	104 324,90 \$
	5/6	274	2 132,20 \$
	4/6	16 379	68,30 \$
	3/6	325 063	10 \$
Ventes totales: 18 042 508 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	

Québec 49		résultats	
Tirage du	GAGNANTS	LOTS	
99-09-11	6/6	0	1 000 000 \$
	5/6+	0	50 000 \$
	5/6	12	500 \$
	4/6	893	50 \$
	3/6	19 126	5 \$
Ventes totales: 601 657,50 \$			

Extra		résultats	
Tirage du	NUMÉROS	LOTS	
99-09-10	453780	100 000 \$	
	53780	1 000 \$	
	3780	250 \$	
	780	50 \$	
	80	10 \$	
	0	2 \$	

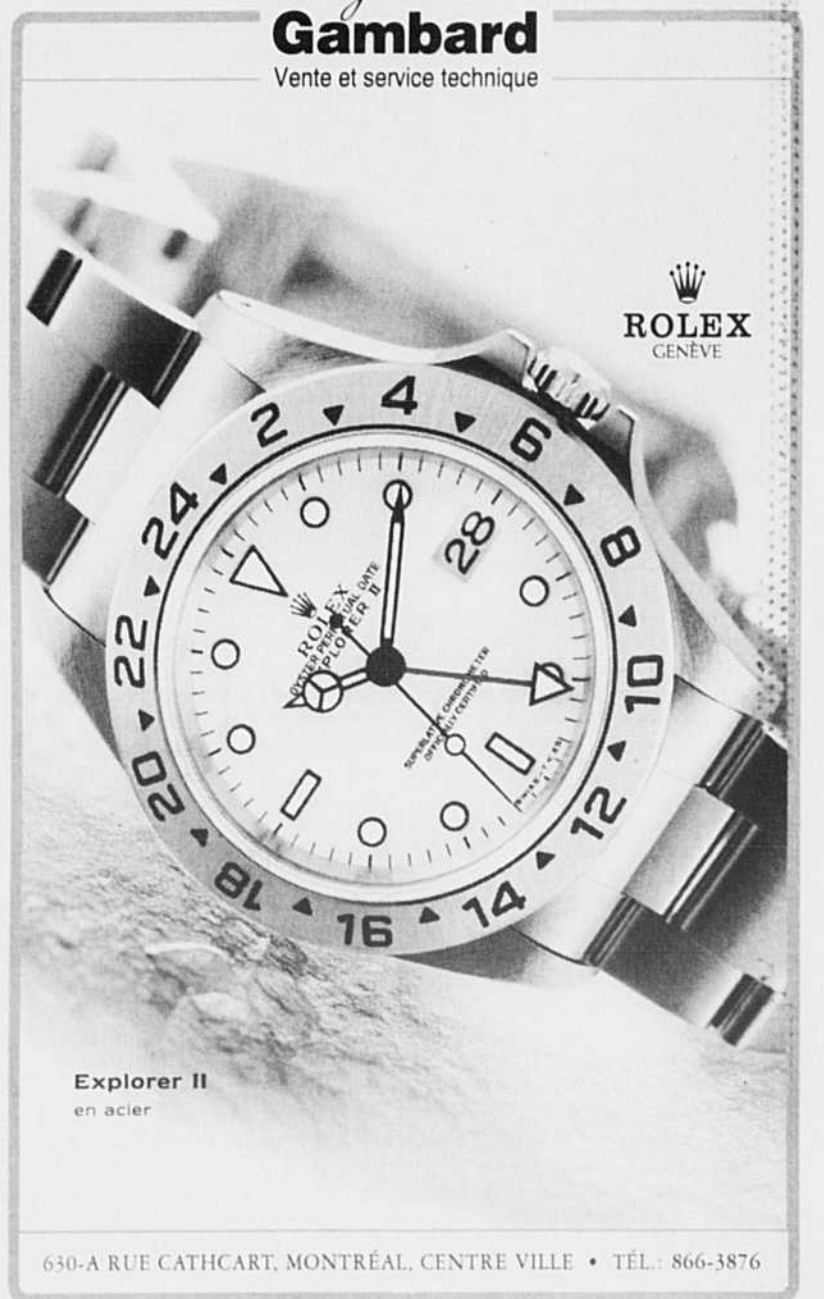
Extra		résultats	
Tirage du	NUMÉROS	LOTS	
99-09-11	290847	100 000 \$	
	90847	1 000 \$	
	0847	250 \$	
	847	50 \$	
	47	10 \$	
	7	2 \$	

SUPER 7		résultats	
Tirage du	GAGNANTS	LOTS	
99-09-10	3 9 12 13 15 19 27	1	2 500 000,00 \$
	6/7+	2	54 797,40 \$
	6/7	32	2 996,70 \$
	5/7	3 122	109,70 \$
	4/7	60 163	10 \$
	3/7+	51 743	10 \$
	3/7	471 724	partic. gratuite
Ventes totales: 6 474 550 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$	

T.V.A., le réseau des tirages  
La modalité d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

### Bijouterie Gambard

Vente et service technique



630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LE DEVOIR

## POLITIQUE

Mission économique au Japon

## Bouchard a hésité à participer à Équipe Canada

JULES RICHER  
PRESSE CANADIENNE

Osaka — Malgré une situation tendue à Québec et une appellation qui ne lui plaît guère, Lucien Bouchard affirme qu'il n'avait pas d'autre choix que de prendre part à la mission d'Équipe Canada au Japon, qui est arrivée hier à Osaka.

Pour le bien des gens d'affaires québécois, le premier ministre, explique-t-il, a dû mettre de côté les difficultés négociations du secteur public. Il avoue qu'il a hésité avant de s'embarquer dans cette mission d'une semaine.

«J'ai pensé mûrement. Si ça n'avait pas été de perturber le voyage pour les gens d'affaires avec nous, peut-être que je ne serais pas allé. Mais, d'un autre côté, les négociations vont durer quelques mois. La vie continue quand même», a-t-il fait valoir à bord de l'avion d'Équipe Canada.

Par contre, le nom de la mission, même s'il ne l'apprécie pas, n'a pas pesé dans la balance de sa décision. «Je ne suis pas entièrement dupe de la connotation d'avoir donné ce titre-là à la mission. Mais je ne peux tout de même pas refuser de participer à la mission parce qu'elle porte ce titre-là. L'important, c'est qu'on s'en va créer de l'emploi et qu'on investit dans l'avenir immédiat et futur.»

La délégation québécoise compte 56 entreprises et organismes, soit environ le quart d'Équipe Canada. Les secteurs de pointe de la région de Montréal, dont l'aérospatiale et les télécommunications, y sont bien représentés.

Le Québec a élaboré son propre programme, qui comprend une rencontre entre M. Bouchard et le ministre japonais de l'Éducation et deux matinées mettant en contact les entrepreneurs du pays et ceux du Québec.

Les premiers ministres des provinces et celui du Canada sont du voyage, et ils se déplacent ensemble. Deux arrêts sont prévus au programme: le grand centre des affaires, Osaka, et la capitale, Tokyo.

## Déséquilibre commercial

Pour M. Bouchard, le but de cette visite est clair pour le Québec. «Il faut qu'on améliore nos ventes au Japon [...] Nous, on achète pour environ deux milliards de dollars et on leur vend à peu près pour 400 millions. Il y a un déséquilibre qui n'est pas acceptable pour nous.»

Mais, prévient-il, il ne faut pas s'attendre à des résultats immédiats. Ce qui compte, ce sont les contacts. «Le vrai bénéfice de ces voyages-là, c'est à moyen terme et à long terme; ça ne peut pas être à court terme.»

Son homologue ontarien, Mike Harris, partage cette opinion. «Ces voyages nous permettent de présenter un front commun solide, comprenant tant les gens d'affaires que les politiciens [...] C'est l'un des outils de marketing les plus efficaces et les moins coûteux», a-t-il affirmé.

Il n'hésite pas à se réjouir de la présence de M. Bouchard. À son avis, le premier ministre québécois sait quand il faut unir ses forces avec celles des autres provinces pour arriver à des résultats en matière économique. «Il y a d'autres forums et d'autres véhicules pour parler de la souveraineté, ce n'en est pas un, et M. Bouchard ne le fait pas.»

Pour sa part, le nouveau ministre fédéral du Commerce international, Pierre Pettigrew, rappelle que cette mission d'Équipe Canada est la première à se rendre dans un pays développé. Les quatre missions précédentes avaient toutes eu lieu dans des marchés dits émergents.

Pour le Québec, M. Pettigrew croit que les retombées seront im-

portantes. «On a une très belle présence québécoise», dit-il. «Je pense que, pour la région de Montréal, cette mission est très significative.»

## Lord déçu

Pour sa part, à sa première présence à bord d'Équipe Canada, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, s'est dit déçu par la faible participation des entreprises de sa province au sein de la mission qui, cette fois, s'est envolée pour le Japon au cours du week-end.

A peine trois entreprises du Nouveau-Brunswick prennent part à cette mission d'une semaine à Osaka et Tokyo — Atcan Industries, de Dieppe, Hawk Communications, de Moncton, et Internet Software Technologies, de Sackville. Il s'agit d'une des plus petites délégations provinciales.

«J'aurais aimé voir plus d'entreprises du Nouveau-Brunswick», a expliqué M. Lord, hier, à bord de l'avion d'Équipe Canada.

Selon lui, beaucoup de gens d'affaires ont hésité à y prendre part parce que la mission devait être très longue à l'origine — deux semaines en tout. L'annulation de la seconde semaine en Australie est arrivée trop tard pour faire changer d'avis les personnes récalcitrantes.

Malgré tout — et en dépit aussi d'un agenda très chargé au gouvernement provincial —, M. Lord a décidé d'être de la partie. «On a examiné la situation et on a jugé que c'était bon pour aider les entreprises du Nouveau-Brunswick à long terme.»

Nouvellement élu, M. Lord est à sa première mission d'Équipe Canada. «Pour moi, c'est tout à fait nouveau, les missions commerciales. Mon objectif, c'est d'aider les entreprises qui sont ici [au Japon], qui peuvent avoir besoin d'un petit coup de pouce.»

## La crise au Timor oriental hante le Sommet de l'APEC

Des manifestants réclament que les chefs d'État abordent la situation des droits de la personne

PRESSE CANADIENNE

Auckland, N.-Z. — Les chefs des pays de la région Asie-Pacifique ont entamé hier le Sommet de l'APEC, à Auckland, en Nouvelle-Zélande; deux jours au cours desquels ils passeront en revue les événements de nature économique des dernières années, et détermineront leurs objectifs des années à venir.

Malgré tous les efforts du premier ministre Jean Chrétien, et d'autres, pour écarter les conflits politiques régionaux et mettre l'accent sur les problèmes d'ordre économique auxquels font face les pays membres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, la crise au Timor oriental a continué de hanter les chefs.

Quelques heures après l'inauguration du Sommet, et tandis que la majorité des habitants d'Auckland dormaient, le président indonésien, B. J. Habibie, cédant sous la pression internationale, annonçait qu'il acceptait l'envoi d'une force de maintien de la paix de l'ONU au Timor oriental.

Un certain nombre de pays membres de l'APEC, dont l'Australie, avaient déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à participer à une telle force de maintien de la paix, à condition que l'Indonésie l'accepte. Et si l'ONU met sur pied une telle force, le Canada est disposé à en faire partie, ainsi que l'avait fait savoir M. Chrétien avant l'annonce du président Habibie.

Le premier ministre Chrétien a annoncé plus tard hier que le Canada déploierait de 500 à 600 soldats au Timor oriental. Les militaires canadiens feront partie d'une force de maintien de la paix des Nations unies menée par l'Australie.

M. Chrétien s'attend à ce que l'ONU adopte une résolution en ce sens ce matin.

## Droits de la personne

En début de journée, hier, les leaders ont brièvement réussi à écarter le problème du Timor oriental pour assister à une cérémonie élaborée d'accueil basée sur les traditions des Maoris, le peuple autochtone de Nouvelle-Zélande.

Mais avant que les leaders de l'APEC ne puissent entamer la discussion des thèmes économiques, ils ont d'abord dû passer à travers un groupe de manifestants réclamant qu'ils abordent la situation des droits de la personne.

Une porte-parole d'Amnistie internationale a notamment déclaré que l'APEC ne devrait pas se préoccuper uniquement de développement économique, mais aussi des droits économiques.

«Nous aimerions que le respect des droits de la personne oc-



Le premier ministre Jean Chrétien a été accueilli hier au Sommet de l'APEC à Auckland, en Nouvelle-Zélande, par un sage maori qui l'a salué à la manière traditionnelle qui consiste à se frotter le nez.

cupe une place de premier plan, plutôt que périphérique», a déclaré Margaret Bedggood.

Mais plusieurs membres de l'APEC font valoir qu'il existe d'autres tribunes permettant de discuter d'enjeux politiques et que la force de l'APEC lui vient de ce que l'organisme se concentre sur les enjeux économiques.

Les leaders de l'APEC, qui se réunissent aujourd'hui dans un musée, doivent passer en revue les leçons tirées de la dernière décennie et déterminer l'orientation d'une organisation qui représente près de la moitié de la population et des échanges commerciaux mondiaux.

L'une des principales questions inscrites à l'ordre du jour est le développement d'un front commun en prévision des négociations de l'Organisation mondiale du commerce, qui débutent en novembre.

Hier, les chefs ont fixé l'ordre du jour des rencontres d'aujourd'hui. Et le premier ministre Chrétien a pu avoir quelques entretiens bilatéraux avec les chefs d'État de Hong-Kong, du Chili, de la Russie et une rencontre informelle avec le président chinois, Jiang Zemin, au cours de laquelle les deux hommes ont discuté de l'afflux récent d'immigrants chinois illégaux au Canada.



On est toujours dans votre chemin

Que ce soit au départ ou à l'arrivée, vous êtes toujours en bonne compagnie avec l'équipe du 105.7

105.7  
Rythme FM

# LE DEVOIR

# LE MONDE

EN BREF

## Massacres tribaux

Kampala (AFP) — Quelque 400 personnes ont été tuées lors d'affrontements tribaux dans le nord-est de l'Ouganda, a indiqué hier un témoin interrogé par téléphone par l'AFP. Des guerriers appartenant à la tribu Karamajong ont massacré leurs victimes en représailles après une attaque d'un clan rival, a précisé ce témoin, Swaibu Lomise, dans la ville de Moroto près du lieu de la tragédie. Selon ce témoin, les guerriers du clan Bokora ont attaqué Apule, le village de leurs rivaux Mathenikos, jeudi à l'aube. Les affrontements ont duré jusqu'à samedi. «C'était terrible. Des enfants ont été massacrés et jetés dans la brousse», a affirmé ce témoin, selon lequel le bilan est encore provisoire.

## Morts à Santiago

Santiago (AFP) — Deux personnes ont été tuées et deux blessées par balles, dans la nuit de samedi à dimanche à Santiago, à l'issue de la journée de célébration du 26<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat du général Augusto Pinochet en 1973, ont indiqué les chaînes de télévision. Les victimes participaient à l'édification de barricades. L'un des morts, un homme jeune, a reçu deux balles, a précisé la police militaire.

## Mitchell à Belfast

Belfast (AFP) — Le médiateur américain George Mitchell est à nouveau attendu aujourd'hui à Belfast pour tenter de relancer le processus de paix, dans un climat marqué par les divisions du camp unioniste et les craintes de la police d'Ulster de violences de la part des dissidents républicains. Selon le chef de la police d'Ulster (RUC), Ronnie Flanagan, la menace vient des risques d'une coalition entre l'IRA véritable, la continuité de l'IRA et l'INLA qui pourraient s'unir sous le nom des Soldats de l'Irlande. Le processus de paix est depuis des mois dans l'impasse et même si la publication du rapport controversé de Chris Patten, responsable de la commission chargée des réformes, sur la police d'Ulster est désormais passée, l'amertume est palpable et M. Mitchell n'aura pas la tâche aisée, à en croire les responsables catholiques et protestants.

## Note positive

Berlin (AFP) — Américains et Nord-Coréens ont mis fin hier à Berlin sur une note positive à six jours de négociations sur le programme de missiles de Pyongyang et les sanctions économiques imposées à la Corée du Nord, ont indiqué les deux parties dans un communiqué commun. «Les deux parties ont tenu des discussions fructueuses sur les questions en suspens, y compris les sanctions et la question des missiles», ont-elles déclaré. «Chaque partie est parvenue à une profonde compréhension des préoccupations de l'autre et chacune a reconnu la nécessité de continuer à prendre des mesures qui répondent à ces préoccupations», ont poursuivi les parties. Les États-Unis tentent de convaincre la Corée du Nord d'abandonner son programme de lancement de missiles à moyenne et longue portée. Pyongyang a promis de faire preuve de «bonne volonté» en échange d'un allègement des sanctions commerciales qui lui sont imposées par Washington.

## Condamnés à mort

Téhéran (Reuters) — Un tribunal révolutionnaire iranien a condamné à mort quatre personnes impliquées dans les troubles estudiantins en Iran au mois de juillet, a annoncé hier dans la presse le président du tribunal de Téhéran. Le juge Gholamhossein Rahbarpour précise dans les colonnes du quotidien conservateur *Jomhuri-e Islami* que plusieurs autres personnes risquent elles aussi la peine capitale. Plus de mille personnes ont été arrêtées lors des émeutes déclenchées par l'intervention brutale de policiers et de militaires dans un dortoir de la cité universitaire de Téhéran.

## En toute franchise...

Londres (Reuters) — Une majorité de Britanniques accepteraient un premier ministre homosexuel, si l'on en croit un sondage publié par le *Mail on Sunday* quelques jours après les révélations de l'ancien ministre de la Défense Michael Portillo, qui a dit avoir eu des expériences homosexuelles dans sa jeunesse. Selon le sondage Mori, sept électeurs sur dix accepteraient un Premier ministre qui a eu dans le passé des expériences homosexuelles et six sur dix accepteraient un chef de gouvernement homosexuel déclaré. Soixante-dix sept pour cent des personnes interrogées ont dit que la décision de Portillo de rompre le tabou de l'homosexualité ne modifiait pas leur opinion sur un homme considéré comme un candidat potentiel à la présidence du Parti conservateur.

Élections régionales en Allemagne

## Le SPD de Schröder mort la poussière

«C'est une gifle en pleine face»

Les élections régionales en Thuringe (est) et les municipales en Rhénanie du nord-Westphalie ont été hier un désastre pour le Parti social-démocrate du chancelier Gerhard Schröder et un triomphe pour l'Union chrétienne-démocrate.

Berlin/Dortmund (Reuters) — Le Parti social-démocrate (SPD) du chancelier Gerhard Schröder a subi hier de lourdes défaites lors de l'élection du parlement régional de Thuringe et des élections municipales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, bastion «rouge» depuis des décennies.

Dans le Land de Thuringe (est), l'Union démocrate-chrétienne (CDU) emporterait 50,9 % des suffrages, selon des sondages réalisés à la sortie des urnes pour la chaîne de télévision régionale. Ce score sans précédent lui assure la majorité absolue en voix et en sièges au landtag (parlement régional). La CDU améliore de huit points son score des dernières élections régionales, il y a quatre ans.

Les communistes réformateurs du Parti du socialisme démocratique arrivent en deuxième position avec 21,2 % des suffrages devant le SPD, qui ne recueille que 18,6 % des voix.

L'extrême droite échoue aux portes du landtag: l'Union du peuple allemand (DVU), qui a été élue dimanche der-

nier au parlement de Brandebourg, n'est pas parvenue à dépasser la barre des 5 % nécessaires à l'entrée au parlement régional. Elle recueille 3,2 %. Les Verts sont en-dessous des deux pour cent. Jusqu'ici, la Thuringe était dirigée par une coalition du SPD et de la CDU. «Nous sommes parvenus à la stabilité», s'est réjoui le ministre-président sortant, Bernhard Vögel (CDU), qui dirige la Thuringe depuis 1992.

«C'est une gifle en pleine face», a déclaré pour sa part le secrétaire général du SPD, Franz Müntefering.

Après la défaite du SPD dimanche dernier dans les landers de Sarre et Brandebourg, ce nouveau revers confère une majorité relative de 28 sièges aux chrétiens-démocrates au Bundesrat (la Thuringe dispose de quatre représentants), chambre haute du parlement qui regroupe les 16 landers allemands et compte 69 élus. Une position difficile pour Gerhard Schröder dont le plan d'austerité doit recueillir l'aval des deux chambres du parlement. La coalition «rouge-verte»

disposant de 26 sièges au Bundesrat, il sera désormais contraint de négocier avec la CDU.

Le chef du gouvernement avait déclaré avant le scrutin d'hier qu'il maintenait le cap des réformes, en dépit de l'impopularité croissante — au sein de l'électorat et de l'aile gauche du SPD — qu'elles suscitent.

Schröder veut réduire en l'an 2000 les dépenses publiques de 30 milliards de marks (16 milliards de dollars) afin de résorber le déficit budgétaire. Il prévoit notamment de geler les retraites.

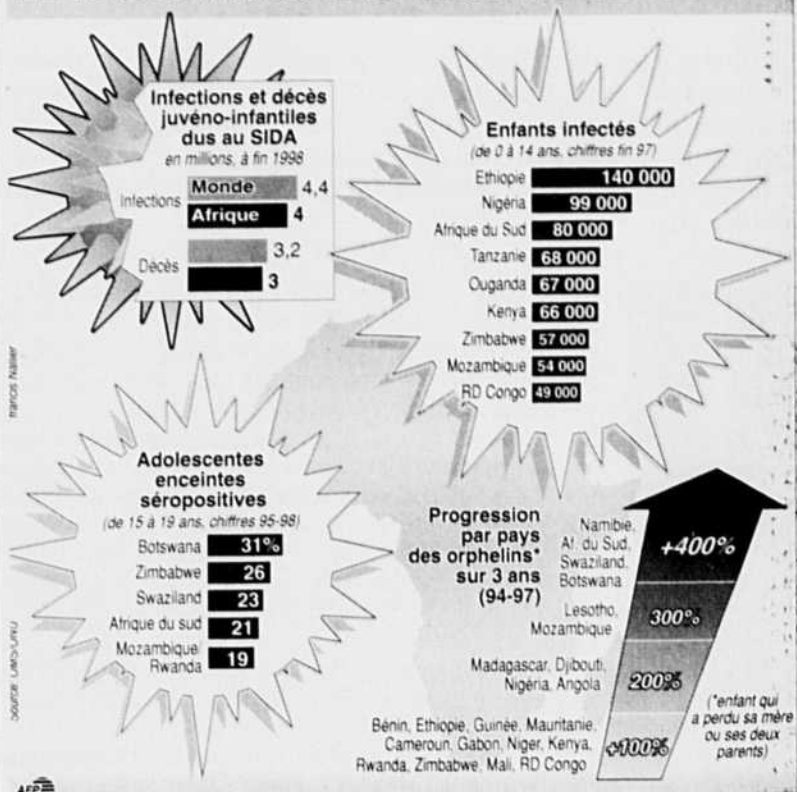
«Nous avons besoin de plus de temps pour bien faire comprendre qu'il est nécessaire de faire des économies», a-t-il dit.

Le verdict des urnes a été également cinglant pour le SPD en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où l'on renouvelait les conseils municipaux.

A Dortmund, ville dirigée par le SPD depuis 53 ans et qualifiée de «capitale social-démocrate» par Willy Brandt, le parti de Schröder pourrait perdre la mairie.

Faute de majorité absolue, il faudra attendre le second tour, dans deux semaines, pour connaître l'issue du scrutin. Les sociaux-démocrates, discrédités par des scandales de moeurs et de corruption, perdent dix points à 42,2 % contre 45,6 % à la CDU, qui enregistre un gain de 15 points.

## Le lourd tribut des enfants africains



## L'Afrique pleure ses «sidamnés de la terre»

Rien que l'an dernier, 3,5 millions d'Africains ont contracté le virus du sida

La onzième conférence internationale sur le sida s'est ouverte ce week-end à Lusaka, la capitale de la Zambie. Jamais la situation n'a été aussi terrible sur le continent. Deux millions de morts par an à cause du VIH, c'est-à-dire beaucoup plus que le paludisme. Et d'année en année la situation empire...

STEPHEN SMITH  
LIBERATION

Même si l'Afrique était un continent idyllique, la pandémie du Sida serait un défi lancé à plusieurs générations: un fleau changeant la vie dans tous ses aspects: des plus intimes à la pyramide des âges, en passant par un quotidien endeuillé. L'Afrique abrite les deux tiers des 34 millions de porteurs du virus VIH dans le monde, quelque 23 millions de malades potentiels, dont les neuf dixièmes ignorent le danger que recèle leur corps, faute d'éducation sexuelle et de dépistage.

Rien que l'année dernière, 3,5 millions d'Africains ont contracté le germe de la mort et 2,5 millions d'entre eux avaient entre quinze et vingt-cinq ans, la génération de relève. Chaque jour, 12 000 personnes de plus sont infectées. Un tiers de ces contaminés sont des enfants, condamnés à mort par leurs parents, lesquels ont bravé le sida, la «maladie du Blanc» destinée à refréner la vitalité génésique des Noirs. Des parents qui n'ont pas mis de préservatif, parce qu'ils ne savaient pas ou parce que, même à 25 centimes, ils ne pouvaient se le payer, à moins qu'ils ne soient tombés sur l'un des lots défectueux déversés sur le continent poubelle. Sur dix enfants séropositifs, neuf naissent en Afrique. Le nombre des «orphelins du sida» y a triplé entre 1984 et 1997.

Or, on le sait, l'Afrique n'est pas un continent idyllique. Sur toute la «diagonale du fou», de l'Erythrée à l'Angola en passant par l'Éthiopie, le Soudan, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Congo-Kinshasa et le Congo-Brazzaville, le continent est en guerre. Ailleurs, par exemple en Somalie et en Sierra Leone, des «seigneurs de la guerre» terrorisent des civils. Au même titre que les gardes présidentielles, leurs partisans armés, souvent jeunes et drogués, sont des desperados au taux de prévalence effrayant, fréquemment supérieur à 70 %. Chaque fois qu'une flèche est tracée sur une carte d'Afrique, pour signaler l'avancée d'une troupe quelconque, il faudrait penser à la mort lente qu'y sèment les hommes en armes, en dehors de tout combat. Ainsi, en envahissant l'ex-Zaïre, l'Ouganda et le Rwanda n'exportent pas seulement leur folie de grandeur ou leur haine ethnique.

### La Côte d'Ivoire

Terre d'exodes et de migrations de masse, l'Afrique compte le plus grand nombre de réfugiés, de déplacés, de ruraux déracinés et de travailleurs immigrés dans le monde. Même quand ces mouvements sont pacifiques, qu'ils ont un mieux-vivre relatif, ils contribuent à la propagation du sida. Riche pays carrefour d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est cinq fois plus touchée que le Sénégal dont, à son tour, l'éthnie la plus migrante — les Toucouleurs ou Peuhls — accuse un taux de séropositivité trois fois supérieur à celui des sédentaires. En Afrique australe, les vastes déplacements de populations liés à l'industrie minière ont d'autant plus disséminé le virus de la mort qu'ils s'accompagnent du déchirement des familles, de détresse sexuelle et, partant, d'une prostitution à grande échelle. La Zambie est l'exemple du cocktail mortel: la moitié de ses enfants souffre de malnutrition et ne va pas à l'école; dans sa «ceinture du cuivre», deux tiers des patients à l'hô-

pital sont atteints du sida et la main d'œuvre qualifiée y meurt désormais plus vite que ne peuvent être formés des remplaçants.

C'est l'élite qui disparaît. Parce que le barème des revenus recouvre l'échelle des plaisirs, qui suppose mobilité, moyens et disponibilité. Ainsi, une étude menée au Rwanda dès 1987, avant la guerre civile et le génocide, montre-t-elle que 8 pour cent des femmes d'agriculteurs pauvres, respectivement, 32 et 38 % des épouses d'employés dans le secteur privé de l'économie formelle et de fonctionnaires d'Etat étaient testées séropositives. Cette année, dans une université sud-africaine, 80 % des étudiantes étaient porteuses du virus, un taux équivalent, ailleurs, à celui dans les milieux de la prostitution. On estime que, dans toute l'Afrique australe, près d'un tiers des enseignants sont eux-mêmes atteints...

Inutile d'insister sur les hôpitaux-mouroirs ou les «sidadromes» que sont les prisons. En revanche, en dépit des clichés coloniaux érigés en tabous, il ne faudrait plus passer sous silence un libido débridée, qui tue. Surtout quand elle s'affuble d'un discours pseudo-émancipateur et libertaire. «Ils doivent trouver une solution. Ne plus nous dire que c'est fini. Peau contre peau, c'est la nature», chante Dede Mabiaku, l'un des héritiers de Feja Anikulapo-Kuti, le roi nigérian de l'Afrobeat, mort du sida il y a deux ans. Dans une interview qui vient d'être publiée dans *Focus*, il se targue de ne pas utiliser de préservatif, persuadé que les Blancs ont inventé le Sida pour «éliminer» les Noirs.

### Coupable

Il se complait dans un lamento rituel sur les «sidamnés de la Terre», sans vouloir se donner les moyens de leur venir en aide. Au sein de la «famille» francophone, le Fonds thérapeutique pour le sida est toujours dix-huit mois pour «des raisons de tuyauterie budgétaire». On pourrait multiplier les exemples. Mais les réalités sont complexes et les responsabilités partagées. Ainsi, l'absence de lutte contre le sida en Afrique du Sud est-elle le legs le plus mortifère du régime de l'apartheid. Seulement, lorsque le gouvernement de l'ANC a enfin relevé le défi, en 1997, *Sarafina II*, un spectacle itinérant monté en guise de campagne de prévention, a dû être arrêté, puisqu'il contenait des erreurs sur les modes de transmission. Son coût exorbitant, trois millions de dollars, a profité à des proches du ministre de la Santé, Nkosazana Zuma, qui a également fait le boniment d'un «médicament miracle», dont les autorités sanitaires devaient constater, outre son inefficacité, qu'il contenait une «substance nocive».

Pour l'Afrique telle qu'elle est, dans un monde cruellement égoïste, le Sida constitue la troisième épreuve d'ampleur malthusienne après la traite négrière, la déportation de 20 millions de ses habitants, et la pénétration coloniale, dont les effets directs et indirects ont éradiqué la moitié de la population en Afrique centrale. On peine à concevoir le phénomène: bien que seulement trois pour cent de la population mondiale vive sur la «diagonale du fou», 55 % des malades du sida peuplent le couloir de la mort à travers le continent. En transformant ce malheur en malédiction, l'indifférence s'assimile à un crime contre l'humanité.

## Bonne année!



JIM HOLLANDER REUTERS

C'EST LE NOUVEL AN JUIF et pendant que certains terminaient tranquillement leur journée sur une des nombreuses plages de Tel-Aviv hier, d'autres récitaient leurs prières. Prier près d'un point d'eau le jour de Rosh Hashana est une tradition toujours suivie en Israël. Par ailleurs, l'armée israélienne a annoncé tard hier soir qu'elle levait le blocage qu'elle impose depuis quatre jours à la Cisjordanie et à la bande de Gaza à l'occasion du Nouvel An juif.

Guerre contre les islamistes du Daguestan

## Les Russes marquent des points

Novokouli (AFP) — Les troupes russes ont revendiqué hier des succès contre les islamistes au centre du Daguestan, alors que sur le front ouest, où les pertes sont lourdes, les deux parties semblent regrouper leurs forces.

Les troupes fédérales ont dressé leurs couleurs dans le village de Karamakhi, un bastion islamiste au centre du Daguestan, témoin de très violents combats ces cinq derniers jours, ont indiqué à l'AFP des responsables militaires.

«La situation à Karamakhi s'est totalement retournée. Nous avançons maison par maison, maintenant nous contrôlons tout le village à l'exception de l'école», a déclaré un officier russe.

«Trois prisonniers ont confirmé que les islamistes avaient subi de lourdes pertes», a-t-il ajouté, alors que les comptes rendus russes indiquent que les corps de 200 rebelles ont été découverts à Karamakhi et dans le village voisin de Tchabamkhi.

Selon l'agence ITAR-TASS, les troupes russes contrôlent également presque tout le village de Tchabamkhi. Depuis un an, ces deux localités ne reconnaissent plus l'autorité du Daguestan et ont rejeté les lois russes pour adopter la Charia et l'islam radical des militants wahhabites. Il y a environ deux semaines, les troupes russes se sont attaquées à ces bastions islamistes.

La télévision a montré des images de l'infanterie entrant dans Karamakhi, après d'intenses bombardements aériens, des attaques d'hélicoptères et des tirs d'obusiers.

Sur le front ouest en revanche, même si la puissance de feu s'est atténuée, Russes et islamistes semblent regrouper leurs forces, dans l'attente de nouvelles attaques.

Les troupes fédérales ont reconnu samedi matin plus de 40 morts au cours des dernières 24 heures, le bilan le plus lourd officiellement enregistré sur une journée, et les soldats par-

laient de pertes plus conséquentes encore. Un hélicoptère russe a été abattu samedi. Le centre de presse des troupes fédérales a indiqué hier que les trois pilotes, tombés dans la zone contrôlée par les combattants islamistes, avaient été tués. Les villages de Tchoupaïevo, Chouchiïa et Akhar (dans le district de Novolakskoïe) étaient au centre des tirs dimanche. Les hauteurs de Novolaks restaient sous contrôle islamiste, selon les militaires russes qui vont renforcer leurs positions.

«La route menant d'Arkhar à Zandak (en Tchétchénie) n'est pas contrôlée par les forces fédérales et les islamistes peuvent facilement se replier», explique Arsene Kamaïev, commandant d'un groupe de soldats daguestanais.

«Leur objectif initial était de venir soutenir Karamakhi. Ils n'ont pas réussi, et je pense qu'ils ont perdu plus de 100 hommes. C'est évident qu'ils vont se retirer», affirme-t-il. Certains soldats assurent avoir vu les «rebelles faire leurs bagages». Mais un lieutenant-colonel du ministère de l'Intérieur reste prudent: «Il est trop tôt pour parler d'un retrait des islamistes. Je pense qu'ils vont se regrouper».

«Leur tactique est de se retirer, se cacher et de nous faire tomber dans des embuscades», ajoute-t-il.

Le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev, qui commande les rebelles islamistes, a affirmé dimanche que toutes ses «unités avaient quitté le district de Novolakskoïe».

Au cours des derniers combats, les islamistes «ont détruit un bataillon et demi (soit 750 hommes), ont saisi des armes et des pièces d'artillerie et ont fait 250 prisonniers», a déclaré Bassaïev devant les journalistes à Grozny (Tchétchénie). Le président tchétchène, Aslan «Maskhadov, doit déclarer la guerre» à la Russie. «S'il le fait, nous combattrons à ses côtés», a lancé l'ancien premier ministre de la république indépendante.

## É D I T O R I A L

## Le Bloc québécois dans la durée

Le Bloc québécois a décidé d'inscrire son action dans la durée. Cela est à la fois un signe mais aussi une bonne idée. Un signe que le prochain référendum sur la souveraineté n'est pas pour demain. Une bonne idée parce que ce parti serait allé nulle part, et les électeurs québécois avec lui, s'il s'était maintenu dans l'improvisation permanente.

**I**l faut tout de même s'entendre sur les termes. Lorsque l'on dit que le Bloc québécois s'enracine à Ottawa, cela ne remet pas en cause le caractère temporaire de cette formation politique qui continue de refuser d'exercer un jour le vrai pouvoir au niveau fédéral. La différence vient du fait que le temporaire durera plus longtemps.

Il faut ensuite se rendre compte d'une chose. Le BQ veut peut-être inscrire son action dans la durée mais ce sont les électeurs qui vont en décider. Si ce parti ne parvient pas à démontrer sa pertinence au fil du temps, si le mouvement souverainiste perd haleine, la vie du Bloc prendra fin avant que, comme il le propose, la souveraineté ne soit réalisée.

En mettant fin à l'ambiguïté quant à sa durée de vie, le Bloc fournit un signal supplémentaire que le prochain référendum sur la souveraineté souffrira encore de quelques délais.

Ce signal s'ajoute à d'autres, comme celui donné par la démission du conseiller de Lucien Bouchard, Jean-François Lisée, qui constate d'ailleurs lui-même un certain découragement au sein de la population quant à la question nationale. Si le référendum était imminent, a-t-il confié au *Devoir* vendredi, il ne serait jamais parti.

Ce découragement, appelons cela du pessimisme, le sondage dont nous publions aujourd'hui les résultats, en rend compte avec éloquence. Bien que 47 % des répondants se disent en accord avec la souveraineté, la majorité ne souhaite pas que l'on revienne sur cette question maintenant. Il y a un mur d'indifférence ou de fatigue à franchir avant que le débat public ne puisse efficacement reprendre à ce sujet.

Nous vivons donc une sorte de moratoire. Mais un moratoire néfaste parce qu'il est unilatéral. Tandis qu'ici on réfléchit, à Ottawa, les troupes de choc de l'unité nationale dirigées par les Dion, Copps et Axworthy, sous le commandement de Jean Chrétien, poursuivent leur action pour banaliser ou même désavouer le caractère national du Québec et faire évoluer le Canada dans le sens de renforcer le pouvoir fédéral y compris dans les domaines qui relèvent des provinces.

Cela dit, en cette période de cynisme et de démission, le Bloc trouve peut-être plus que jamais une raison d'être, celle de veiller à ce que personne au Canada n'oublie que l'appui à la souveraineté reste vigoureux malgré les apparences, ce qui contribuera peut-être à mettre un peu de réalisme dans les analyses politiques hors Québec.

D'ailleurs, tant que 40 % et plus des Québécois appuieront la souveraineté, il vaut mieux, pour la démocratie, que ce point de vue soit présent au parlement fédéral qui doit, rappelons-le, être le reflet du pays. Certes, en contre partie, la place qu'occupe le Bloc nuit peut-être à la reconstruction d'une force d'opposition pancanadienne susceptible de déloger un jour les libéraux du pouvoir. Il reste que les électeurs québécois font consciemment le choix d'être représentés à Ottawa, pour une large part, par des députés qui ne participeront jamais au pouvoir. Il faut respecter ce choix.

Dans le cadre de ce moratoire de facto, le Bloc trouve une autre utilité, celle d'être un lieu de réflexion et de débats sur l'avenir du Québec, un rôle que le PQ, empêtré dans les affaires courantes de l'État québécois, a plus de mal à jouer. Le Bloc, à cet égard, bien qu'il ressemble parfois à l'aile parlementaire fédérale du PQ et du gouvernement qui en est issu à Québec, sert aussi de banc d'essai pour des idées controversées, comme la réforme du mode de scrutin, l'union monétaire nord-américaine ou encore la laïcisation des écoles.

La proposition principale qui servira de base de discussion au prochain congrès du BQ est aussi une bonne tentative de clarification des termes quant au projet souverainiste.

D'une part, en marquant une distinction entre la nation québécoise et l'État québécois, entre l'identité et la citoyenneté, le Bloc éclaire le paysage, rend plus facile un dialogue dans lequel les minorités et les nations autochtones voient leur place reconnue sans pour autant que soit cachée l'origine du combat national des Québécois, l'existence ici d'une majorité de langue française.

D'autre part, en ouvrant la discussion sur différents modèles de partenariats, le Bloc entraîne le reste du mouvement souverainiste vers la définition d'un projet plus crédible, la prochaine fois, que celui de 1995.

Dans la durée, le défi du Bloc est de démontrer sa pertinence. Ce sera, aussi, de raffiner un peu son discours qui, à l'égard de l'avènement de la souveraineté et des rapports du Québec avec le Canada, reste encore un peu trop imprégné de pensée magique et de simplisme.

mvenne@ledevoir.ca

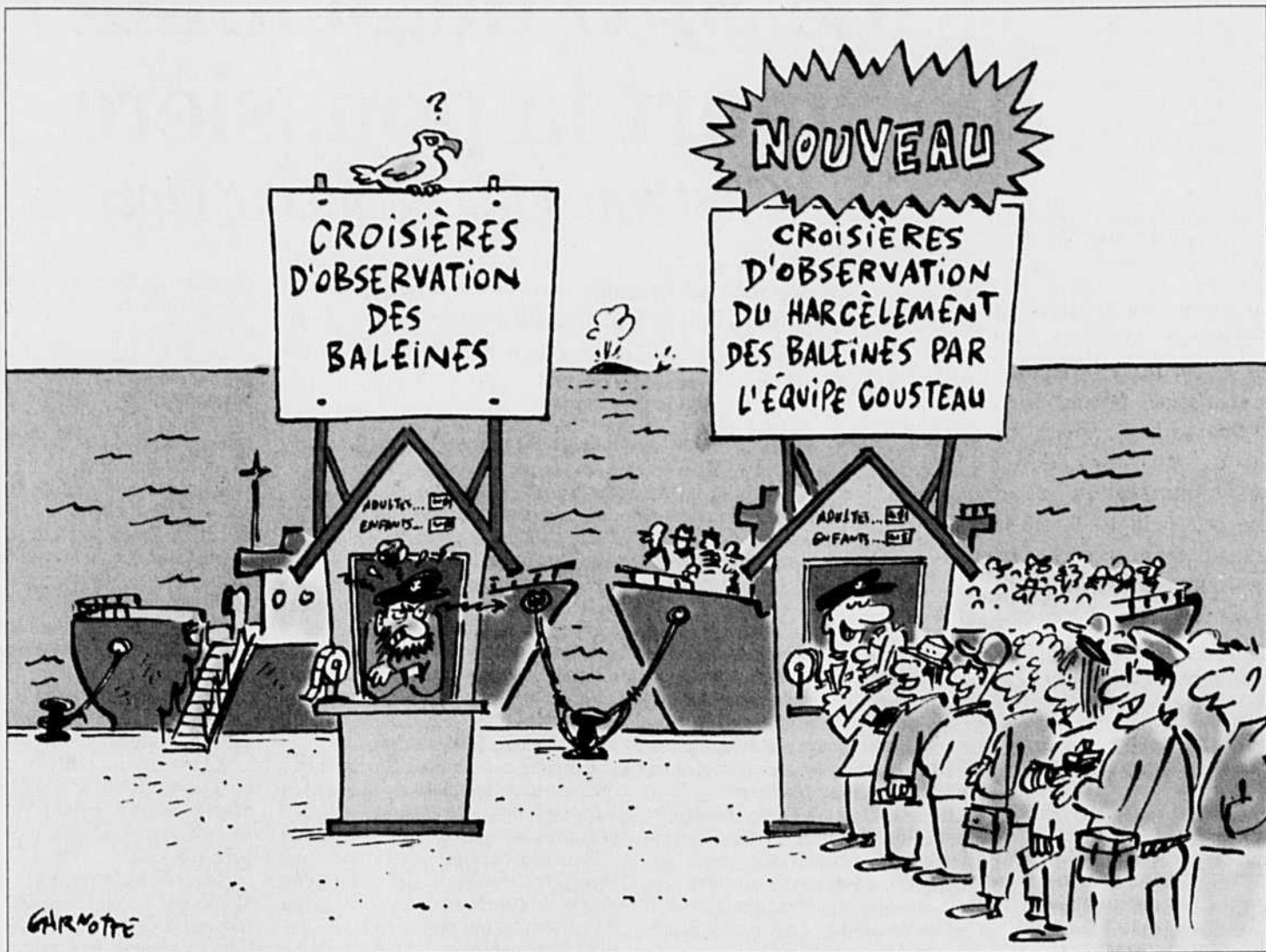
## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



## L E T T R E S

## Un Parti sans foi ni loi

Dans un article publié dans *Le Devoir*, le ministre responsable de la langue française au Parti québécois soulignait toutes les forces «dominantes», démographiques, économiques, technologiques, scientifiques et politiques qui jouent en faveur de l'anglais mais concluait que la Charte de la langue française ne pouvait «pas assurer à elle seule l'usage de la langue française parce qu'elle ne peut agir sur tous les facteurs qui l'affectent». Une telle affirmation pourrait être attribuée à une erreur d'interprétation, car c'est la seule force juridique qui a créé ce «miracle» de la renaissance du français, condamné à la créolisation sans l'intervention énergique de la loi. Mai elle relève plutôt, non d'une mauvaise analyse, mais d'une duplicité qui s'est installée dans le Parti, et qui consiste à enrober le refus d'intervenir de façon législative par des arguties peu subtiles, auxquelles la population ne croit d'ailleurs plus.

On affirme, par exemple, ne pas bilinguifier la fonction publique et on élargit les exigences de l'anglais pour les fonctionnaires. On se penche sur la question de l'anglicisation de Montréal mais on ne livre jamais les résultats de cette «inquiétude». Pour la langue d'affichage, on ressuscite la Commission mais on lui interdit de poursuivre devant les tribunaux, alors qu'Alliance Québec multiplie les recours. Pour l'éducation, on laisse les meilleurs locaux aux anglophones et le système se nourrit des francophones au secondaire, au collégial et à l'universitaire. Quant à l'immigration, c'est tout un poème! Quand la loi existe, on l'oublie (les obligations des grandes entreprises); quand on devrait la créer (la francisation des petites entreprises), on se fend de discours sur les «intentions» d'une politique plus ferme.

Tout ceci, et mille autres choses, montre que le Parti québécois n'est plus un parti national, mais provincial. Auparavant, pour définir sa visée, le Parti avait tenté, avec les faibles pouvoirs résiduels que lui laisse Ottawa, de définir des stratégies d'émancipation et d'affirmation dans les secteurs qui constituent la vie nationale: la langue, la démographie, l'économie et l'éducation, considérées dans une vi-

sion unitaire. Maintenant, ces aspects sont fragmentés, traités au cas par cas, avec une seule règle commune, le refus d'intervenir avec la loi, qui n'est plus considérée comme un outil d'émancipation et un instrument de démocratie, mais une arme de répression.

Pierre-Louis Vaillancourt  
Montréal, septembre 1999

## Le danger du bénévolat

Les bénévoles sont des anges, ils, elles représentent dans un monde pressé, préoccupé, angoissé, ce qui est de meilleur dans l'homme et la femme: le don de soi. Les bénévoles donnent leur temps, leur attention et leur affection, ce qu'aucun argent peut récompenser.

Par contre il est très inquiétant de voir les gouvernements se retirer de plus en plus des programmes sociaux en se déchargeant sur le bénévolat. Nos politiciens-comptables-héros-du-déficit-zéro copient le modèle USA fondé sur le credo «I am not my brother's keeper». Aux États-Unis les hôpitaux, les institutions d'enseignement, l'assurance médicale sont totalement et strictement des commerces. Mais voilà qu'ici, chez nous, on vous renvoie maintenant à la maison 48 heures après une opération majeure (l'infâme virage ambulatoire de la droite économique). Votre famille, vos amis ou vos voisins devant veiller sur vous en attendant la visite d'une personne du CLSC-débordé-sous-équipé. Bien des gens ayant grandement besoin d'un suivi psychiatrique sont remises dans les mains de parents ou amis qui sont ainsi enrôlés dans un bénévolat-obligatoire. Ce ne sont pas là malheureusement des exceptions, cela devient la règle d'un système de plus en plus décharné, déshumanisé.

Ayant 70 ans, j'ai connu comme bien d'autres de mon âge, les années sans programmes sociaux. Mon père, devenu invalide à 40 ans, fut renvoyé d'une grande papeterie sans pension et sans couverture médicale. Il ne faudrait pas que les impôts substantiels (et l'autre gros impôt indirect que représente la taxe de vente) servent uniquement à enrichir les institutions financières milliardaires.

Il faut donc surveiller de près tous nos gouvernants afin qu'ils cessent de réduire et de diluer nos programmes sociaux en les remettant en partie sur les épaules et dans les bras des bénévoles.

Dans notre pays nous avons mandaté nos gouvernants en leur donnant nos impôts et nos taxes afin de créer et de conserver des programmes sociaux qui disent «nous sommes les gardiens de nos frères».

G. Émile Gaudreau  
Dollard-des-Ormeaux, septembre 1999

## Le modèle américain

Que faut-il comprendre lorsque les Américains, chefs de file du néolibéralisme décident d'injecter dans le système scolaire public, 1,2 milliard pour réduire les effectifs dans les classes à 18 élèves.

Souvenons-nous des manifestations de violence et d'agressivité qui ont contaminé plusieurs institutions scolaires américaines lors de la dernière année. Il semble que nos voisins du sud veuillent freiner les actes de violence et d'agressivité qui affectent les enseignants et les élèves entre eux.

S'inspirant de certaines recherches, le président Clinton a décidé de réduire le nombre d'élèves par classe puisque ce facteur est bien connu de tous pour être un de réussite scolaire. Faut-il s'étonner que les apprentissages se fassent mieux lorsque l'enseignant peut consacrer plus de temps à ses élèves.

Le gouvernement du Parti québécois aura-t-il le courage lors des prochaines négociations avec les enseignants d'aborder l'épineuse question du ratio maître/élèves qui dépasse trop souvent les 28 élèves par groupe. Ce même gouvernement aura-t-il aussi le courage d'affirmer que les enseignants passent plus de temps à maintenir l'ordre qu'à maintenir un haut niveau d'enseignement. Peut-être attendra-t-il que la violence déjà présente dans nos écoles prenne une ampleur démesurée avant d'agir.

Pour une fois, soyons pro-actifs au lieu d'être réactifs.

François Bellefeuille  
LaSalle, 30 août 1999

## LIBRE OPINION

## Une meilleure productivité pour affronter la future concurrence sud-américaine

BENOIT LABONTÉ  
Président-directeur général  
World Trade centre Montréal

**L**orsque nous abordons la question des exportations, nous devons d'emblée établir un constat: depuis 20 ans, ce sont sans contredit les exportations qui ont soutenu la croissance économique mondiale. Pendant cette période, la croissance annuelle du commerce mondial a été de 6 % en moyenne. Celle des économies nationales n'a été, pour sa part, que de 2 %. En un mot, la croissance du commerce international est trois fois plus importante que la croissance des produits intérieurs bruts de tous les pays. Cette tendance s'observera encore longtemps.

Le Canada n'a pas échappé à cette tendance générale. En fait, il en est un de ses instigateurs et sans contredit, toutes proportions gardées, un exemple éloquent. En effet, les exportations canadiennes représentent maintenant près de 40 % de la production intérieure du pays. Un niveau presque deux fois plus élevé que la France, trois fois plus que celui des États-Unis et quatre fois plus élevé que celui du Japon. Cela fait du Canada, dans cette mesure, de loin le plus important pays exportateur des pays du G7.

Plusieurs facteurs, souvent conjugués, ont permis au Canada de se hisser en tête du palmarès mondial de l'exportation. Parmi ceux-ci, notons en particulier, parmi d'autres facteurs, la proximité du marché américain, le marché le plus ouvert au monde, où l'on trouve le plus grand pouvoir d'achat per capita. Cette combinai-

son a d'ailleurs généré de très fortes poussées de croissance économique, dont le Canada a pu allègrement bénéficier.

Cet «accident» historique en faveur du Canada n'aurait quand même pu générer, à lui seul, tous les fruits économiques dont nous pouvons aujourd'hui bénéficier, si le pays n'avait évolué vers l'Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis, il y a 10 ans, et à son extension au Mexique, il y a cinq ans, dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

En 1988, année qui a précédé l'entrée en vigueur de l'ALE, le Canada a exporté pour 101 milliards de dollars de marchandises chez nos voisins du sud. Dix ans plus tard, la valeur de ces exportations s'établissait à 271 milliards de dollars, en progression de plus de 160 %, en dix ans seulement. En conséquence, 82 % de nos exportations sont aujourd'hui dirigées vers les États-Unis.

Dans le cadre de l'ALENA, les échanges commerciaux entre le Canada et le Mexique ont progressé de près de 13 % par année, en moyenne, et le Canada est rapidement devenu le deuxième client en importance pour le Mexique. D'autre part, la zone géographique de l'ALENA représente, à elle seule, 23 % de la production mondiale et s'impose comme le plus grand pôle régional d'échanges commerciaux au monde.

Ces chiffres, certainement encourageants, peuvent néanmoins s'avérer trop rassurants. Ainsi, même si l'Organisation pour la coopération et le développement économique, l'OCDE, prévoit que l'économie canadienne sera parmi les meilleures du G7 en 1999, ces données masquent certains problèmes criants et des réalités parfois in-

quiétantes, auxquels nous serons, tôt ou tard, confrontés.

Selon Statistique Canada, près de 60 % des exportations du Canada ne sont attribuables qu'à un bloc de 100 entreprises seulement, soit un centième de 1 % du million d'entreprises qui existent au Canada.

Le Canada est un pays de PME. Nous dépendons énormément de la croissance de ces PME pour assurer notre vitalité économique; malgré ce fait, moins de 10 % de toutes les PME canadiennes poursuivent des activités à l'exportation.

## Trop faible productivité

D'autre part, un récent rapport d'Industrie Canada soulève également d'autres problèmes qui méritent une attention particulière:

- le niveau de productivité au Canada demeure toujours sensiblement plus faible que celui des États-Unis;
- l'écart en termes de revenus entre les deux pays, per capita, se situe maintenant à 7500 dollars CAN en faveur de nos voisins du sud, soit une hausse de 225 % par rapport à l'écart noté en 1981;
- les industries manufacturières canadiennes produisent aujourd'hui 75 pour cent seulement de ce que produisent les industries américaines, pour 90 % en 1980; et, plus inquiétant encore;
- selon l'OCDE, le Canada a enregistré, au cours des 25 dernières années, le plus faible taux de croissance de productivité parmi les pays du G7.

Dans ce contexte, l'ivresse de notre «victoire» relative des 10 dernières années dans le domaine du libre-échange

pourrait vite se dissiper si, collectivement, nous n'élevons pas au rang de priorité nationale le relèvement substantiel de notre niveau de productivité.

Afin d'assurer notre bien-être économique, lequel bonifie assurément nos conditions sociales, la productivité devrait sans contredit représenter notre résolution, plutôt que notre bogu de l'an 2000.

Pour nous encourager, il n'y a rien de mieux que la pression et la concurrence externes pour se dégoûter. Cette pression risque fort de prendre la forme de la Zone de libre-échange des Amériques, un énorme bassin de 800 millions de personnes, qui sera vraisemblablement une réalité dès l'an 2005.

Tout comme dans le cas du Mexique, il n'y a qu'à mesurer la vitesse à laquelle les autres économies sud-américaines se développent, s'adaptent et se préparent à cette importante échéance de 2005, pour constater que dans six ans seulement, la concurrence sera des plus vives, sur notre continent même. Les populations de ces pays sont nombreuses, résolument engagées sur la voie de la démocratie, très jeunes, de plus en plus instruites, s'enrichissent à bon rythme et ont déjà facilement accès aux technologies de pointe, et à des prix fort concurrentiels, dont nous ne pouvions même rêver, ici, il y a 10 ans.

L'exportation n'est plus le luxe qu'elle était; c'est maintenant une nécessité concurrentielle. Principalement parce que ce qui est considéré aujourd'hui comme un marché «étranger», ne sera très bientôt, dans le contexte de l'abolition très rapide des barrières commerciales étatiques, qu'un marché «national» élargi, à très fort degré de concurrence.

## IDÉES

La vie des jeunes sous ses multiples facettes

# Quand les enfants vivent à la maison... à demeure

Même les enfants mariés, avec un enfant, aiment bien habiter avec leurs parents

Observatoire  
Jeunes et Société

À quelques mois du Sommet sur la jeunesse, *Le Devoir* entreprend aujourd'hui la publication d'une série hebdomadaire sur l'univers des jeunes, préparée par l'Observatoire Jeunes et Société et le Groupe de recherche sur les migrations des jeunes de l'Institut national de recherche scientifique, section culture et société. La vie des jeunes sous ses multiples facettes y sera abordée, ainsi que les conséquences sur la société de certaines lois s'adressant aux jeunes ou, à l'inverse, des effets pervers de certaines lois sur les jeunes. L'éducation, le logement, le travail et bien d'autres thèmes auront aussi leur place, chaque lundi.

JACQUES HAMEL

Département de sociologie, Université de Montréal



ARCHIVES LE DEVOIR  
Selon les données du recensement, les jeunes dans la vingtaine et au début de la trentaine vivaient chez leurs parents en nombre jamais égalé.

Les enfants viennent de reprendre le chemin de l'école. Ils ont quitté leurs parents le cœur gros. Ils sont partis de la maison avec regret. Leurs parents partageaient les mêmes sentiments. Qu'ils se rassurent: ce départ n'a rien de définitif. Statistique Canada vient de publier des données sur le sujet. Les enfants ont tendance, plus que jamais, à s'ancre au domicile de leurs parents bien après l'enfance!

En effet, selon les données du recensement, les jeunes dans la vingtaine et au début de la trentaine vivaient chez leurs parents en nombre jamais égalé. Quelques chiffres pour le démontrer? En 1996, 23 % des femmes de 20 à 34 ans vivaient au domicile familial, comparativement à 16 % en 1981. Pendant ce même laps de temps, quinze ans, la proportion de jeunes hommes du même groupe d'âge qui vivaient chez leurs parents a augmenté de façon significative en passant de 26 à 33 %. La tendance est nette chez les jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans puisque 57 % d'entre eux évoluent sous le toit des parents par rapport à 43 % en 1981.

Les chiffres de Statistique Canada n'ont rien pour éton-

ner. Sociologues, démographes... et parents les pressentaient à bien des égards. Or ce qui étonne est que la tendance à demeurer chez les parents (ou l'un ou l'autre des parents) se manifeste tant chez les célibataires que chez les jeunes qui sont mariés ou qui vivent en couple avec, parfois, un enfant. En moins grand nombre, certes, mais le pourcentage des jeunes installés chez les parents avec un conjoint n'a de cesse d'augmenter: 3 % des jeunes femmes mariées et 4 % des hommes ayant le même statut avaient pignon sur rue... à l'adresse des parents, soit plus du double des pourcentages de 1981.

### Le nid encombré ou... comblé

Les sociologues, en mots imagés, nomment cette tendance «phénomène du nid encombré». Le nid familial ne se vide plus. Les jeunes le quittent plus pour les études. Vivant en banlieue, ils préfèrent se rendre au cégep ou à l'université en voiture et retourner chez les parents plutôt que de vivre par leurs propres moyens ou des moyens de fortune.

Les difficultés qu'ils éprouvent à s'insérer dans le marché du travail expliquent également cette prédilection à habiter chez les parents... à demeure. Enfants des baby-boomers, habitués à la consommation de luxe, dans bien des cas, la perspective du sofa-lit et des menus frugaux ne leur sourit pas. Les parents, assez bien nantis, ne se plaignent pas de veiller à leur entretien. Ils ne souffrent pas de la situation, ni se sentent exploités. Au contraire, ils sont nombreux à confesser qu'ils vivent ainsi une seconde jeunesse, eux qui, jeunes des années 60, ont incarné la jeunesse.

### Leurs propres quartiers

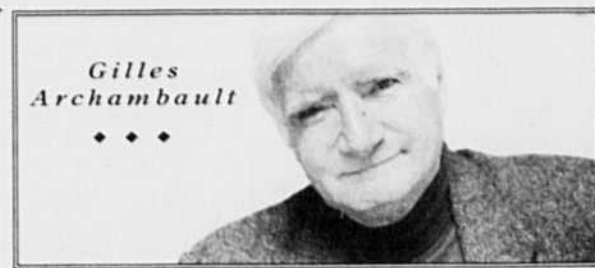
S'ils habitent sous le même toit, les jeunes ne vivent pas aux crochets de leurs parents, sauf... pour la lessive, la cuisine et les comptes! Ils ont leurs propres quartiers dans la maison, souvent le sous-sol, aménagé en fonction de leurs goûts et besoins, avec porte extérieure pour ne pas déranger les parents et faire la preuve... qu'ils ne vivent pas avec eux. Les jeunes placés dans cette situation ne tardent pas à gauchir ironiquement la notion sociologique de nid encombré par... nid comblé!

La tendance observée, chiffrée à l'appui, vient souligner le changement radical de l'entrée dans la vie adulte. Apparaissant, la fin des études coïncidait avec le départ du domicile familial, l'insertion dans le marché du travail et, enfin, la formation d'un couple suffisamment stable pour la venue d'un premier enfant.

Les sociologues, certains d'entre eux tout au moins, sont pris de court. En effet, la sociologie de la jeunesse en France s'est employée à formuler la théorie de l'entrée dans la vie adulte pour expliquer la jeunesse par le franchissement successif de quatre bornes: études, travail, déshabitation familiale et formation d'un couple. Elle ne tient plus la route au regard des données les plus récentes. Sous l'égide sociologique, la jeunesse est dorénavant vue comme expérimentation plutôt que transition. Les aller-retour des études au travail, du domicile familial à la vie en dehors de son orbite, du célibat à la vie de couple sont monnaie courante. La vie chez les parents ne correspond pas nécessairement à la dépendance des jeunes. Le retour à la case départ n'est nullement perçu comme un échec. Voilà tout un programme de recherche qu'il importerait de mener à long terme. Ces tendances sont-elles en passe d'être irréversibles? Quelles seront les répercussions de ces changements qu'influent les jeunes mais qui vont sans cesse infléchir l'ensemble de la société?

Pour l'heure, les jeunes vivent ces situations sans trop de heurts et avec une pointe d'humour. Il n'est pas rare d'entendre répondre un ou une jeune adulte, à qui on fait part de son étonnement de le voir encore habiter la maison des parents: «T'inquiète pas, ils ne tarderont pas à comprendre et à déménager bientôt pour voler de leurs propres ailes!»

obs.jeunes@inrs-culture.uquebec.ca



Gilles  
Archambault

## De la culture plein les oreilles

J'ai sous les yeux la dernière livraison du magazine *24 Images*. On y voit en première de couverture une magnifique photo de Pierre Perrault. Vous savez ce cinéaste dont on a si peu souligné, lors de sa mort récente, l'engagement politique.

Ce n'est pas à cause de Perrault que je mentionne ce numéro d'une publication intelligente portant sur le cinéma. J'ai plutôt en tête un dossier qu'elle nous offre et intitulé: «Quand la culture devient marchandise.»

Marie-Claude Loiseau écrit dans le liminaire: «En déplaçant les valeurs suprêmes de la pensée et de la création artistique vers ce qui seul peut assouvir de manière immédiate ses désirs les plus éphémères, en congédiant le passé au nom d'un futur souvent magnifié, l'homme de cette fin de siècle ne vit plus que dans un présent étrié où il n'y a de place que pour lui seul, ses intérêts, ses besoins. Pour lui et au profit d'une industrie avide de prospérer à ses dépens.»

Comment ne pas être d'accord tellement il est évident qu'au cinéma l'hydre hollywoodienne est partout. Contrôle de la production, contrôle de la distribution, contrôle des salles. Faut-il encore employer le mot de «culture» en pareil contexte? C'est de produit qu'il s'agit. Un produit qui sera retiré si la clientèle ne l'achète pas.

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne se glisse pas dans ces aventures financières d'excellents comédiens, des scripteurs de talent et des réalisateurs inspirés. Ou travaillerait-ils de toute manière? Et pour quelle pitance?

Il est évident que l'écrivain chargé des dialogues dans la plupart de ces longs métrages commerciaux a tout autant de marque de manœuvre qu'il en aurait s'il rédigeait le texte imprimé derrière la boîte de Corn Flakes qu'il contemple d'un œil torve chaque matin.

Alain Finkielkraut, que l'on met en contribution dans ce dossier, avance: «Selon moi, ce n'est pas tant la création qui est en danger que la réception. La question qu'il faut se poser est la suivante, s'il y a de l'art, est-ce que nous savons quoi en faire, est-ce que nous savons encore le recevoir?» Il explique que nous vivons dans des sociétés qui favorisent l'expression sans tellement se soucier de ce qui advient des créations proposées.

Jamais dans l'histoire de l'humanité a-t-on assisté à une telle surabondance de choix. À Montréal, c'est admis, on ne voit qu'une faible portion de la production cinématographique française, mais pour le reste on vit dans l'Utopie de Thomas Moore. Du théâtre, des concerts en tous genres, du ballet, des livres à la tonne.

Quels livres? Quelles pièces de théâtre? Quel concertiste? Quelle vedette rock? À la fortune du pot. Ou plutôt selon la bourse du promoteur qui surveille avec angoisse ou témérité la vitesse avec laquelle se délient les cordons de la bourse du client.

### Aider «les créateurs»

Bon prince, l'État est tout prêt à aider ce qu'il nomme avec toute la circonspection voulue «les créateurs». D'ailleurs, il aide tout le monde, les agriculteurs, les hommes d'affaires, les associations sans nombre, qu'il a de toute manière taxés sans retenue.

Quand il perd la tête, il imite le ministère du patrimoine dirigé par madame Sheila Copps qui n'accordera désormais son aide financière qu'aux éditeurs qui accepteront de mettre le mot-symbole «Canada» en bonne place dans les livres qu'ils éditeront. Sinon, pas de subvention.

Voilà ce qui advient quand on laisse employer le mot «culture» par n'importe qui. Cette femme qui voit des feuilles d'érable partout, et qui oublie qu'il s'en trouve aussi au Vermont par exemple, n'a pas la moindre idée de ce qu'est la culture. A peu près comme son chef qui n'a jamais eu une idée qui ne soit pas une tactique et à qui on demande ce qu'il pense de la francophonie. Aussi bien demander à Robert-Guy Scully de nous expliquer l'art de l'interview en milieu défavorisé.

Finkielkraut dit aussi: «Il est clair que l'insécurité, l'obsolescence, la transformation des œuvres en produits de consommation portent un coup fatal à la culture.» Quand un libraire retourne ses inventaires après un mois, quand un distributeur retire de l'affiche un film raisonnablement bon pour un navet qui fait courir les foules, il est évident que la culture y perd au jeu. Comment résoudre le problème? Il se publie trop de livres, on cherchera toujours à promouvoir le roman (médiocre) qui se vent comme des petits pains. De même se trouvera-t-il toujours des débauchés pour faire la queue pendant des heures pour mettre la main sur des billets vendus à prix d'or qui leur permettront d'assister à un concert rock.

Quand madame Copps insiste pour que de gentils petits drapeaux se retrouvent dans tous les livres subventionnés par son ministère, elle met en avant une politique que même les pays totalitaires n'ont jamais envisagée. Elle fait de la politique de la plus minable manière. Sont-ce les créateurs de son Canada qu'elle veut aider ou la cause de son parti qu'elle veut promouvoir?

Nous voilà bien pris. Nous avons le cinéma (chasse gardée américaine à perpète), nous avons la musique (américaine ou anglaise très souvent), nous avons la littérature (ou la partie française est d'importance pas toujours défendable). Et la Sheila de ByTown par-dessus le marché.

Il y a des jours où d'entendre le mot «culture» énerve les honnêtes citoyens. Surtout quand ceux (et celles, pour parler comme mon député) qui le prononcent s'en balancent autant que de leur première chaussette, occupés qu'ils sont à ne pas lire et à ne pas aller au cinéma.

Pour eux, nul doute, la culture est une marchandise. Politique.

## Écrivez-nous!

*Le Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

### Projet de restructuration

# Les administrateurs dénaturent le mandat initial du Mouvement Desjardins

RENÉ CROTEAU

Ex-directeur général de la Confédération  
des caisses populaires et d'économie Desjardins

J'aimerais ici faire part de mon appréciation pour le reportage de Claude Turcotte concernant la restructuration du Mouvement Desjardins, paru dans *Le Devoir* des samedi 4 et dimanche 5 septembre 1999.

L'intervention de M. Turcotte est un pas de plus vers un réel débat sur les vrais enjeux contenus dans les propositions qui sont maintenant sur la table.

Il m'est toutefois difficile d'accepter la mise en opposition des «anciens» et des «modernes» parce que la coopération, elle, est toujours actuelle. Cela est particulièrement vrai à notre époque, devant l'expansion fulgurante du nouveau capitalisme à cause duquel les démunis et les classes moyennes, qu'elles soient ouvrières, artisanales ou agricoles, sont en passe de devenir les proies, sinon les victimes, d'une économie sans visage et sans patrie. Quoi qu'on en dise ou quoi qu'on en pense, leur espérance et leur salut résident dans la coopération.

Cette forme d'organisation économique et sociale se fonde sur la liberté et la responsabilité des personnes en leur proposant de se regrouper volontairement en associations pour créer des entreprises dont elles sont collectivement propriétaires, qu'elles exploitent, animent et contrôlent démocratiquement en vue de se donner les services dont elles ont besoin. C'est dans cette formule que réside leur moyen d'affirmation et de résistance et la voie du respect de leur dignité.

### Un changement de nature

Le projet qu'ont aujourd'hui à examiner et à évaluer les membres des caisses est tout autre chose qu'une modification mineure. Fondamentalement, ce n'est pas un changement de structures qui est en jeu, c'est un changement de nature.

Il est ni plus ni moins question de transformer Desjardins en une «banque coopérative», avec concentration des pouvoirs au sommet, régie par un conseil dont les décisions seraient exécutoires pour toutes les unités locales qui n'auraient plus que le simple statut de succursales, voire d'agences. Les bureaux régionaux dont on parle ne seraient pas sous la responsabilité des caisses non plus et n'auraient aucun droit de regard sur ces organismes.

Il existe des banques populaires en Europe mais ce ne sont pas des coopératives. Et les banques qui s'affichent

comme coopératives ont des pratiques qui n'ont rien à voir avec la coopération. Dans les deux cas, les décisions sont prises par des groupes restreints de gestionnaires.

À lui seul, le mot «banque», dans le monde financier, implique une direction unifiée et centralisée et c'est un abus de langage de lui accolier le qualificatif de «coopérative».

Ce n'est pas en voulant imiter et concurrencer les autres types d'entreprises sur le plan de la rentabilité commerciale que les coopératives peuvent affirmer leur spécificité et surtout, pour les caisses, de faire en sorte que les membres perçoivent les vraies différences entre une banque et une coopérative d'épargne et de crédit.

Dans une structure coopérative, l'autorité souveraine appartient aux membres car ce sont eux qui sont les propriétaires, et les choix stratégiques doivent se faire en collégialité. Le mémoire que j'ai adressé au président rappelle que le projet de restructuration de Desjardins est trop important et porteur de trop de conséquences pour être laissé à la seule discrétion des élus et des gestionnaires. Seuls les membres, en leur qualité de propriétaires, ont le pouvoir et la légitimité nécessaires pour statuer sur cette question.

Actuellement, on se demande en vertu de quel raisonnement des administrateurs qui tiennent leur mandat des caisses et dont la responsabilité est, entre autres, de veiller à la sauvegarde du caractère coopératif de ces organismes, et de leurs structures d'encadrement, en arrivent à avancer que les fédérations doivent disparaître.

Au cours des 100 dernières années, malgré toute l'eau qui a coulé sous tous les ponts de la province, les structures décentralisées que les caisses se sont données ont non seulement résisté au temps et aux aléas des conjonctures qu'elles ont eu à vivre, elles ont su s'adapter à l'évolution. L'introduction de l'informatique, de la carte Visa et des guichets automatiques et la participation au système de paiements canadien, après plusieurs années de difficiles négociations pour la compensation des effets des caisses et leur approvisionnement en numéraire, se sont faites sans modifier les structures. Avec sa dynamique particulière, Desjardins a même innové en créant l'intercaisse, une technologie inédite qui constitue, encore aujourd'hui, le cœur du réseau Interac, ce que bien peu de personnes ont gardé en mémoire.

### Clients ou membres

D'autre part, il est révélateur que les responsables dont M. Turcotte a sollicité l'opinion parlent couramment de leurs «clients» lorsqu'ils se réfèrent aux

membres de leurs caisses et qu'ils semblent toujours plus préoccupés par la marge bénéficiaire et les cotes de crédit que par les valeurs coopératives et la vocation économique et sociale de l'institution qu'ils ont le mandat de défendre et de promouvoir.

Une coopérative doit être rentable, cela est sans discussion. Mais lui fixer des objectifs de rentabilité commerciale en fonction desquels elle sera évaluée, en fin d'exercice, c'est la soumettre à une règle du système capitaliste, ce qui entre en contradiction avec sa nature et sa vocation.

Il est vrai également qu'un certain nombre de caisses ont demandé que soient examinés les coûts de fonctionnement des deuxième et troisième niveaux parce qu'elles estimaient être les seules à devoir limiter leurs dépenses. Cette requête ne peut cependant pas être interprétée comme un appel ou un appui à la disparition des fédérations et à la remise de tous les pouvoirs entre les mains d'une nouvelle fédération unique.

Prendre en détail les arguments avancés par les uns et par les autres nécessiterait de plus longs développements et commanderait un autre cadre de travail.

### Incompréhension

Avant de conclure, que l'on me permette toutefois d'exprimer ma totale incompréhension des réactions du président à l'annonce récente faite par l'agence Moody's de diminuer la cote de Desjardins ou, pour le moins, de le placer sous surveillance. M. Bédard a déclaré qu'il voyait là une confirmation de l'à-propos des orientations mises de l'avant par la confédération.

C'est la Caisse centrale qui est l'objet de cette cotation. Alors, pourquoi les analystes ont-ils décidé de tenir compte des résultats de l'ensemble des caisses? D'une part, parce que c'est le modèle qu'ils appliquent habituellement; d'autre part, parce qu'ils ignorent comment est structuré un réseau coopératif fonctionnant selon la règle de la solidarité.

À mon sens, une telle annonce comporte plutôt le risque impondérable que des directives concernant les politiques et les pratiques de Desjardins soient émises à partir de New York.

Il serait surprenant que la majorité des cinq millions de membres des caisses acceptent, sans questionnement, une pareille nouveauté.

Enfin, on me dit nostalgique. À cet égard, on a raison, parce que je suis nostalgique de l'époque où les dirigeants du mouvement se montraient très vigilants pour défendre et promouvoir les valeurs coopératives qui constituent

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Odile Tremblay (horizons), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Precourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médiat), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Mungier, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cormier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufosse (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commis). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante, Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dube (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Genevieve Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION: Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sébastien Vallée, Christian Vien, Olivier Zaida. PROMOTION ET TRAJET: Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### ESPIONNE

SUITE DE LA PAGE 1

lecté durant toute sa carrière des informations sur les agents et les méthodes de son employeur, dont il a fait un livre avec un professeur de Cambridge spécialiste des questions d'espionnage, Christopher Andrews.

L'identité de «Holo» fait partie des fuites qui, depuis deux jours, inondent la presse britannique. Selon Mitrokhin, Melita, qui durant toute sa vie professionnelle a été l'employée modèle d'un centre de recherche sur les métaux, a donné nombre de secrets nucléaires britanniques au KGB. Jamais suspectée, elle copiait ou photocopiait tous les documents passant par le British Non-Ferrous Metals Research Association, un laboratoire aujourd'hui disparu au centre des recherches britannique sur la bombe. Selon le professeur de Cambridge, Melita Norwood était plus estimée que les célèbres espions Philby ou Burgess. Pendant quarante ans, à partir de 1937, elle a été suivie par plusieurs agents traitants et ses services auraient permis à Staline d'être mieux informé sur l'état d'avancement des recherches britanniques que plusieurs ministres de Sa Majesté. Pour la récompenser, l'Union soviétique a décerné à Melita, secrètement, l'ordre du Drapeau rouge et a proposé de lui verser une pension de 20 livres (moins de 40 dollars) par mois. Mais, samedi, Melita, plus connue dans sa banlieue pour l'excellence de ses confitures que pour ses activités secrètes, a démenti avoir agi par intérêt. Celle qui boit son thé dans une tasse ornée du portrait de Che Guevara et lit tous les matins le *Morning Star* (*L'Humanité* en moins bien) a trahi son pays par conviction et idéalisme. Fille d'un militant pacifiste letton réfugié en Grande-Bretagne, Melita a cru toute sa vie à la patrie du socialisme et aux lendemains soviétiques chantants. Elle y croit toujours et rend de régulières visites à la tombe de Karl Marx au cimetière londonien de Highgate.

#### Informations douteuses

L'affaire, qui sent si bon la guerre froide disparue, n'a pas encore révélé tous ses mystères. Le gouvernement de Tony Blair était en peine, hier, d'expliquer pourquoi l'arrière-grand-mère espionne n'avait pas été arrêtée depuis les révélations, il y a sept ans, du transfuge du KGB. D'autres spécialistes mettent en doute la qualité des informations qu'une secrétaire a pu obtenir au sein d'un centre de recherches réputé pour son amateurisme. La qualité des renseignements de Mitrokhin est aussi discutée. L'archiviste n'a pas sorti des documents originaux, mais des copies manuscrites, qu'il passait dans ses chaussettes. Les Américains, à qui il a proposé ses informations, ont refusé ses services. Mais selon le contre-espionnage britannique, les sept malles de documents qu'il avait recueillies et qu'il a examinées exposent un ensemble sans précédent des activités du KGB. Parmi d'autres révélations de l'archiviste, l'identité d'un ancien officier de Scotland Yard devenu agent soviétique et chargé de séduire les femmes diplomates, la pénétration de plusieurs médias français par le KGB ainsi que le recrutement de deux députés travaillistes, aujourd'hui décédés.

Au-delà, à en croire la presse, les archives Mitrokhin révèlent pêle-mêle que le KGB a tenté de discréditer Martin Luther King auprès de la communauté noire en faisant croire qu'il travaillait main dans la main avec le président Johnson. Il encourageait aussi les émeutes raciales aux États-Unis en faisant circuler de faux tracts sur «les singes africains». Les documents affirment en outre que le KGB fournissait des armes à l'IRA, et font état d'une tentative de sabotage du port de New York et de la volonté de Moscou de barrer la route au cardinal Wojtyla avant qu'il ne soit pape.

Selon l'*Observer*, les Archives indiquent enfin que plusieurs grandes entreprises américaines du secteur de la défense, ainsi que de grands médias français étaient infiltrés par des espions du KGB.

Si personne n'est à ce stade en mesure de confirmer ces informations, Melita Norwood elle se dit «prête à recommencer».

(avec l'Agence France-Presse)



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

### LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

#### Comment nous joindre?

##### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

##### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

##### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

##### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

##### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

##### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement no 0858. Déposé légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### SOUVERAINETÉ

Lucien Bouchard est la personnalité politique préférée de 55,2 % des Québécois

SUITE DE LA PAGE 1

23 % de ces objecteurs politiques sont des souverainistes.

Les sondeurs ont poussé plus loin l'exploration en demandant aux inconditionnels du référendum quel serait selon eux le meilleur moment pour le tenir. Encore là, plus des deux tiers (66,8 %) ont dit préférer qu'il ait lieu seulement après les prochaines élections générales, alors que 33,2 % ont exprimé le désir que M. Bouchard s'exécute au cours du mandat actuel.

De nombreux analystes politiques défendent la théorie selon laquelle la capacité du gouvernement de gérer les négociations du secteur public sera déterminante dans l'inventaire des conditions gagnantes. À cet égard, le sentiment populaire est équilibré: 51,2 % des répondants sont d'avis qu'il vaudrait mieux que le premier ministre Bouchard tienne tête aux syndicats, alors que 48,8 % estiment qu'il serait plus sage pour lui de céder à leurs revendications. Les souverainistes comptent pour 57,7 % des partisans de la ligne dure.

Nul doute que la conjoncture politique sera prise en considération avant de déclencher la campagne référendaire. De là l'intérêt de tenter de définir le style de leadership fédéral le plus apte à contrer les forces souverainistes. Or, 46,2 % des Québécois considèrent que les chances de Lucien Bouchard de gagner le référendum seront moindres si Jean Chrétien est toujours à la tête des libéraux fédéraux. 27,1 % sont d'avis contraire et pensent qu'il aurait de meilleures chances et 26,7 % sont convaincus que l'absence ou la présence de M. Chrétien sur la scène politique n'y changera rien. Dans le clan de ceux qui confèrent moins de chances au oui

avec Chrétien, l'on trouve 35,3 % de souverainistes.

À l'évocation des conditions gagnantes, le scepticisme s'exprime avec plus de force chez les plus vieux, les moins scolarisés, les anglophones, les mieux nantis, les femmes et les Montréalais.

Ce sondage n'eût pas été complet sans que la question fondamentale ne fût posée. Or, l'on constate que la ferveur souverainiste demeure malgré tout relativement élevée. 52,9 % des personnes interrogées se sont déclarées contre et 47,1 % pour la souveraineté. Cela après répartition des 14,4 % d'indécis.

Pour les souverainistes, la bouée de sauvetage tient à l'inébranlable popularité de leur leader. Lucien Bouchard est la personnalité politique préférée de 55,2 % des Québécois, un statut que seulement 23,9 % reconnaissent à Jean Chrétien. Et mieux encore, au nombre des partisans de M. Bouchard, l'on compte 24,3 % de fédéralistes.

Vice-président de Sondagem, le sociologue Jean Noisieux constate que l'intention de vote référendaire n'a pas bougé nonobstant la clarté de la question. Il y voit la démonstration que le libellé de la question n'influence en rien la réponse.

Le fait que le sondage mette en lumière un écart aussi prononcé entre la ferveur souverainiste et la confiance en l'avenir fait dire par ailleurs à M. Noisieux que la morosité s'est emparée des souverainistes, un état d'âme qu'il attribue principalement à la conjoncture sociopolitique ainsi qu'au désabusement des jeunes envers la politique. La nature des facteurs à la source de ce comportement collectif l'amène à croire que l'on est en présence d'un phénomène passager et que le sentiment populaire pourrait bientôt retrouver toute sa cohérence.

### JAKARTA

SUITE DE LA PAGE 1

dans le commandement de la force.

Il a affirmé que le rôle des États-Unis engendrerait une «certaine présence» américaine au Timor oriental, mais que personne n'avait demandé à Washington des forces d'infanterie. «Cela impliquerait des troupes américaines et certaines de ces troupes seront basées au Timor, mais je pense qu'elles seront en nombre limité», a indiqué M. Berger, précisant que la future force serait essentiellement asiatique avec sans doute un commandement australien.

L'ancienne colonie portugaise annexée en 1976 par l'Indonésie a choisi massivement l'indépendance lors de la consultation du 30 août organisée par l'ONU. Depuis, les milices anti-indépendantistes, soutenues par l'armée, ont semé la dévastation et la terreur dans le territoire, contraignant l'ONU à évacuer la quasi-totalité de sa mission sur place (UNAMET).

Dans une allocution télévisée hier, le président indonésien Jusuf Habibie a fait valoir que les souffrances endurées par le peuple est-timorais devaient cesser immédiatement. «J'ai téléphoné au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour l'informer que nous étions prêts à accepter une force de maintien de la paix de l'ONU pour rétablir la paix et la sécurité au Timor oriental afin de protéger la population et de mettre en place le résultat de la consultation directe du 30 août», a dit Habibie.

Depuis le référendum d'autodétermination organisé sous l'égide de l'ONU, par lequel la population du Timor oriental s'est massivement prononcée en faveur de l'indépendance du territoire, des milliers de personnes ont été tuées par les milices pro-indonésiennes soutenues par l'armée. «Trop de gens ont perdu la vie depuis le début des troubles, perdu leur maison et leur sécurité. Nous ne pouvons attendre plus longtemps. Nous devons faire cesser les souffrances et cela immédiatement», a ajouté Habibie, dont les propos ont été confortés quelques heures après par le soutien de l'armée indonésienne. Le ministre indonésien des Affaires étrangères, Ali Alatas, est attendu dès aujourd'hui au siège des Nations unies, à New York, pour mettre le projet au point.

Le chef de l'Etat indonésien a précisé qu'il revenait à l'ONU de décider du calendrier de la mission. Le chef en exil de la résistance est-timoraise, Jose Ramos-Horta, a exhorté l'ONU à intervenir immédiatement dans l'ancienne colonie portugaise annexée en 1976 par Djakarta.

Il s'agira de la première intervention armée étrangère depuis que l'archipel indonésien a acquis son indépendance sur les Pays-Bas, il y a cinquante-deux ans.

Le leader indépendantiste Xanana Gusmao, dont la mise en résidence surveillée à Djakarta a été levée mardi, a demandé à son mouvement de rébellion, la Falintil, de «soutenir toute action, toute initiative et tout effort pour aider ceux qui ont été déracinés et déplacés».

La délégation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui s'est rendue samedi pendant quelques heures à Dili avec le chef des forces armées indonésiennes, le général Wiranto, a salué cette annonce. Quelques heures après les discours d'Habibie, Kofi Annan, a lancé un appel au calme au Timor oriental avant l'arrivée des Casques bleus de l'ONU. Reste maintenant à déterminer la composition de cette force internationale.

Il ressort des consultations menées lors du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à Auckland, que la future force aura vraisemblablement une forte composante asiatique et ne sera sans doute pas conduite par un Australien, ce qui menagerait les susceptibilités indonésiennes.

## 600 soldats canadiens se joindront à la coalition

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

Selon Jocelyn Coulon, directeur du Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix à Montréal, les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU devraient commencer dès cet après-midi à rédiger la résolution créant la force de maintien de la paix au Timor oriental. Cette force devrait relever d'une coalition multinationale dirigée par l'Australie, et regroupera au moins dix pays. M. Coulon tient ses sources des Nations unies à New York, et d'Ottawa.

Cette rencontre fera suite au dépôt, à 10h30, du rapport des cinq ambassadeurs qui sont allés au Timor samedi. Quelques heures plus tard, c'est le ministre indonésien des Affaires étrangères, Ali Alatas, qui devrait faire rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, réclamant l'envoi d'une force de maintien de la paix au Timor.

Selon M. Coulon, les discussions entre les membres du conseil de sécurité se poursuivront jusqu'à demain. Ces discussions devraient notamment préciser le mandat et la composition de l'envoi, si l'utilisation de la force est nécessaire ou non, et le déploiement des envoyés sur le territoire. «C'est la partie la plus difficile à négocier», dit M. Coulon. Demain dans l'après-midi, la résolution devrait être adoptée, permettant aux premiers éléments australiens et néo-zélandais de partir mercredi matin pour Dili, la capitale du Timor.



Des manifestants ont dénoncé hier l'attitude de Jakarta devant l'ambassade indonésienne à Madrid.

La Grande-Bretagne, le Portugal, la France, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande figurent parmi les pays qui ont proposé de fournir des Casques bleus. Les États-Unis, par l'entremise du conseiller à la sécurité nationale, Sandy Berger, «se sont félicités» de la décision de Djakarta. «Ce qui nous importe maintenant, c'est que la force puisse se déployer rapidement et qu'il n'y ait aucune restriction à son efficacité», a-t-il ajouté.

Berger a précisé que la force internationale de paix comprendrait un contingent limité de soldats américains. «Certaines de ces troupes [américaines] seront au Timor mais elles seront, je pense, en nombre restreint», a-t-il indiqué. Le congrès américain a néanmoins fait savoir qu'il s'opposerait à l'envoi de troupes américaines.

La France, la Grande-Bretagne et l'Australie, qui prône le déploiement de soldats mandatés par l'ONU depuis le déclenchement de la crise au Timor oriental, ont également salué la décision des autorités indonésiennes.

Hier, la terreur semblait toujours régner au Timor oriental et la confusion subsistait autour de Dare, où ont été regroupés plusieurs milliers de réfugiés qui, selon certaines informations non confirmées, auraient été attaqués par des soldats indonésiens et des miliciens anti-indépendantistes.

### Méthode

Ce sondage sur l'opinion qu'ont les Québécois sur les conditions gagnantes d'un éventuel référendum sur la souveraineté du Québec a été réalisé par Sondagem pour *Le Devoir* et CKAC radio média.

Pour cette étude, 1014 entrevues téléphoniques ont été effectuées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec.

Cet échantillon probabiliste stratifié non proportionnel comprenait quatre strates (île de Montréal, région de Montréal ainsi que les régions du sud-ouest et du nord-est du Québec). Il fut tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels du Québec par la méthode du hasard systématique. À partir de 1615 numéros de téléphone valides, 1014 entrevues ont été effectuées permettant d'obtenir un taux de réponse de 62,8 %.

Toutes les entrevues ont été réalisées à partir de Montréal du 27 août au 8 septembre 1999. En retenant un seuil de confiance de 95 %, on estime la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage à plus ou moins 3,1 % dans 19 cas sur 20.

### BLOC

SUITE DE LA PAGE 1

de «assurance pour la souveraineté», a rétorqué M. Duceppe dans son discours de clôture. «On s'enracine dans le combat pour la souveraineté».

Mais ce n'est pas un hasard si le Bloc se prépare à durer au-delà des prochaines élections fédérales. M. Duceppe a indiqué dans son discours de clôture qu'il avait discuté de ses projets d'organisation avec le premier ministre Lucien Bouchard, cet été. Celui-ci lui aurait dit que si le scrutin fédéral précédait le référendum, la victoire référendaire passerait alors par une victoire électorale bloquiste. En un mot, le scénario d'un référendum tardif, tenu après les prochaines élections fédérales prévues pour 2001, est envisagé.

«Il nous apparaît vraisemblable que l'élection fédérale précéderait le référendum sur la souveraineté», indiquait d'ailleurs l'ébauche de plan d'action soumise aux délégués samedi. Dans ces circonstances, une victoire électorale bloquiste serait une condition gagnante, a indiqué M. Duceppe hier, lors d'un bref point de presse.

On propose donc de modifier les statuts pour éliminer les références au caractère temporaire du parti, préférant indiquer dans la déclaration de principe du Bloc qu'il ne cessera d'exister qu'une fois la souveraineté réalisée.

Certains députés avouent en privé que le passage du Bloc à Ottawa pourrait être plus long, advenant l'absence ou l'échec du référendum. Ils estiment cependant que la formation souverainiste doit rester au poste pour s'assurer que la voix souverainiste soit toujours entendue au Parlement. Elle devait aussi, disent-ils, mettre fin aux questions incessantes sur l'avenir du parti. «On n'est pas là pour s'incruster mais c'est plus long que prévu», note le député Michel Bellehumeur. «On est sur la scène fédérale et il faut se rendre à l'évidence qu'on va passer une élection fédérale avant le prochain référendum. On va être là.» Selon son collègue Daniel Turp, «aussi longtemps que l'appui à la souveraineté sera réelle, personne ne pourra mettre en doute la légitimité de la présence du Bloc à Ottawa».

Ce changement de cap a fait soulever quelques délégués et députés mais c'est davantage les propositions d'orientation mises en avant par la direction du parti qui ont fait des vagues, surtout celles sur le thème de l'identité et de la citoyenneté. Ce débat donne du fil à retordre au Bloc depuis le lancement, au conseil général tenu en avril à Rivière-du-Loup, de ses chantiers de réflexion sur la citoyenneté et la démocratie, la mondialisation, la défense des intérêts du Québec et le partenariat.

Les travaux de ces chantiers ont été repris dans la proposition principale présentée aux 250 délégués en fin de semaine. Cette proposition doit servir de base au débat qui se tiendra cet automne sur les orientations du parti. Les discussions doivent avoir lieu au sein des associations locales et régionales en vue du congrès national qui aura lieu à Québec à la fin janvier 2000.

Le ton franchement académique du document a perdu plusieurs militants qui ont mal pris la mise au rancart de la notion de nation canadienne-française au profit d'une nation québécoise «qui inclut tous les citoyens». Les auteurs ont toutefois précisé que cette nation ne pourrait exister sans l'existence d'une majorité nationale francophone ayant une langue, une culture et une histoire communes «compatible avec la reconnaissance d'un pluralisme culturel au sein de la société québécoise».

Les auteurs ont aussi décrit la citoyenneté comme l'ensemble des droits et responsabilités accordées à tous les individus d'une même communauté politique afin qu'ils puissent établir des rapports entre eux. «On ne peut plus concevoir que la citoyenneté soit fondée sur des références identitaires ou communautaires comme l'origine ethnique, la langue maternelle ou les pratiques religieuses. C'est plutôt sur le principe de faire partie d'une même communauté politique — États, lois, institutions, etc. — que doivent s'établir ces relations», notent-ils.

Cette déclaration a fait bondir des délégués, certains faisant fi de la distinction que tenaient à faire les auteurs entre identité et citoyenneté. «Nous retrouvons là le rêve canadien de Jean Chrétien et de Stéphane Dion: abolir la spécificité québécoise et ne pas reconnaître une identité québécoise», a lancé Louise Gravel, de la grande région de Québec.

Ghislain Lebel, député de Chambly, est resté avec l'impression que son parti ne voulait plus définir la société québécoise en fonction de son identité mais de ses institutions. «De remettre toujours en question la base même, les assises, la pierre fondamentale de notre engagement politique, on scie la branche sur laquelle on est assis», a-t-il dit en plénière. Le député de Trois-Rivières, Yves Rochelleau, s'est interrogé sur la pertinence de débattre de ce «vrai faux problème». Selon lui, ces «tataquinages» n'ont aucune «rentabilité électorale». La députée Pierrette Venne croit que cette réflexion ne peut que diviser les souverainistes et «semer la zizanie».

Nicolas Brisson, président du Forum-Jeunesse, a défendu au contraire que ce questionnement était plus nécessaire que jamais. Il a noté que la réalité a changé et que les jeunes comme lui s'identifient au nouveau visage du Québec composé de personnes de diverses origines.

La mise à jour des statuts du parti et les changements de structures proposés par la direction du parti ont par ailleurs suscité quelques critiques mais rien de majeur. On a, entre autres, trouvé étrange qu'on crée une commission sur la citoyenneté mais que l'on fasse disparaître les commissions politique, juridique et des finances. La députée Pierrette Venne a produit un document qui a incité plusieurs délégués à faire preuve, d'ici janvier, d'une plus grande vigilance.